



Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 16 janvier 2019*

---

Le seize janvier deux mille dix-neuf à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le 9 janvier 2019, s'est réuni Salle du Conseil Municipal, Hôtel de Ville, sous la présidence de Didier GUILLAUME, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, ID ELOUALI Ali, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, MASSÉ Élodie, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, JUHEL Françoise, ROCHE Gabriel, BENKAHLA Malika, ENNAOURA Hafid, TISLER Frédéric *jusqu'à 22 h 24*, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, GUINERY Annick, MORO Christiane, ATHÉA Bernard, DUPUY Gilles, GRASSET-PRIAN Chantal, ZIEGELMEYER Laurent, MELY Laurent, LÉONCE Vanessa, GAUSSENT François, AIT IDIR Jamil, JULLIAN Anne-Laure, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, BERCIER Corinne, PERYAGH Yves, OSTERMEYER Sushma, BRIENNON Jean Marc, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, BARON Monique.

## **Étaient représentés :**

Mme Sylvie LEROY	mandat à Mme Françoise JUHEL
M. Christophe NEUVILLE	mandat à M. Gabriel ROCHE
Mme Isabelle RIFFAUD	mandat à Mme Nadia BRAHIMI
Mme Carole BELLIER	mandat à M. Gilles DUPUY
M. Vasco COELHO	mandat à Mme Sushma OSTERMEYER
Mme Malika SALIM	mandat à M. Tonino PANETTA
M. Moustapha THIAM	mandat à M. Frédéric DRUART

**Était absent :** M. Frédéric TISLER, à partir de 22 h 24

**Secrétaire de séance :** Mme Vanessa LÉONCE

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 28 novembre 2018.....	4
<b>FINANCES.....</b>	<b>5</b>
→ 1. Approbation des taux d'imposition – Année 2019.....	5
→ 2. Approbation du budget primitif – Exercice 2019 – Budget principal .....	6
→ 3. Approbation du budget primitif – Exercice 2019 – Budget annexe des parkings .....	9
<b>ENFANCE.....</b>	<b>22</b>
→ 4. Approbation des conventions relatives à la mise en place d'un nouveau projet éducatif territorial (PEDT) et du plan mercredi.....	22
<b>BÂTIMENT.....</b>	<b>24</b>
→ 5. Réaménagement et mise aux normes du centre de loisirs maternel des Gondoles – Autorisation à donner à Monsieur le Maire pour signer la demande de permis de construire.....	24
→ 6. Construction d'un centre de loisirs élémentaire et d'un restaurant périscolaire sur le site de la Prairie – Autorisation à donner à Monsieur le Maire pour signer la demande de permis de construire, .....	27
<b>URBANISME – TRANSPORT.....</b>	<b>30</b>
→ 7. Mobilisation pour le maintien intégral de la ligne 15 du Grand Paris Express .....	30
→ 8. Approbation de la convention d'occupation temporaire entre Voies Navigables de France et la commune de Choisy-le-Roi.....	31
→ 9. Acquisition de la partie commune de la copropriété du 62bis/64 rue d'Alsace Lorraine (S 51) .....	31
<b>HABITAT .....</b>	<b>32</b>
→ 10. Projet de renouvellement urbain : approbation du protocole de relogement de la résidence sociale ADEF située 17-29 rue de la remise aux faisans.....	32
→ 11. Résidence sociale ADEF fine : approbation de la convention de mise à disposition de dix logements au comité local pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ).....	32
<b>VIE INTERNATIONALE .....</b>	<b>32</b>
→ 12. Approbation de la convention de financement FICOL entre l'Agence Française de Développement et la commune de Choisy-le-Roi .....	32
→ 13. Approbation de la convention de rétrocession entre la Fondation d'Entreprises SADEV 94, la Commune rurale de Tringa Maréna et la Commune de Choisy-le-Roi.....	36
→ 14. Approbation d'un fonds d'urgence suite au séisme en Indonésie le 28 septembre 2018 .....	37

→ 15. Subvention pour la Pharmacie sociale de Keratsini-Drapetsona (Grèce).....	37
→ 16. Attribution d'un mandat spécial à Laurent Ziegelmeyer, Conseiller municipal délégué en délégation à Keratsini-Drapetsona (Grèce) du 14 au 17 mars 2019.....	39
<b>VOIRIE.....</b>	<b>39</b>
→ 17. Dénomination du square situé quai des Gondoles, face à la rue de Bel-Air : Square Manouchian .....	39
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>40</b>
→ 18. Approbation des modifications sur le calcul des indemnités des élu.e.s .....	40
→ 19. Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	41
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....</b>	<b>41</b>
→ 20. Délégation au Maire des attributions du Conseil municipal prévues à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales .....	41
→ 21. Approbation de la Convention de mise à disposition de locaux et participation financière entre le Syndicat intercommunal pour la Restauration Collective (SIRESCO) et la commune de Choisy-le-Roi .....	41
→ 22. Désignation de représentant.e.s de la commune au Syndicat Intercommunal pour la restauration Collective (SIRESCO) – Trois titulaires, trois suppléants .....	47
→ 23. Approbation de la convention entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre Communal d'Action Sociale concernant la fourniture et le remboursement des repas fournis au CCAS .....	47
→ 24. Espace Langevin : approbation de la convention type fixant les modalités de prêt de jeux à différents organismes et institutions .....	47
→ 25. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales .....	47
<b>QUESTIONS DIVERSES .....</b>	<b>47</b>
→ 26. Vœu : pour répondre à l'urgence sociale, appliquons l'encadrement des loyers .....	47

*La séance est ouverte à 19h30 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Mes chers collègues. Vous avez été convoqués les uns et les autres, aujourd'hui, dans les formes légales en séance du Conseil municipal. Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance et je vous propose que ce soit Vanessa Léonce, la plus jeune d'entre nous, qui est tout à fait d'accord. Je la remercie.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

*(M<sup>me</sup> Vanessa Léonce est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire :** La parole est à Monsieur le Directeur général des services pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

*(M. Christophe Richard procède à l'appel.)*

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 28 novembre 2018**

**M. le Maire :** Je vous remercie, Monsieur le Directeur général. L'ensemble des membres du Conseil municipal ont reçu le procès-verbal de notre dernière séance du 28 novembre dernier avec la convocation. Avez-vous des observations concernant ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, nous l'adoptons. Je vous remercie.

Vous avez reçu l'ordre du jour présenté en conférence des Présidents et conformément à une demande faite en commission, vous avez sur table les plans des projets du centre de loisirs des Gondoles et du centre de loisirs de la Prairie pour illustrer la notice qui vous sera présentée ensuite. De même sur table, comme cela a été présenté lors de la conférence des Présidents, un vœu sur l'encadrement des loyers est présenté après que vous l'ayez reçu les uns et les autres.

Avant d'aborder notre ordre du jour, je souhaite vous faire part de deux annonces d'actualité. À la fois une actualité vécue l'an dernier et une actualité d'aujourd'hui. Je vous demande de vous souvenir et que nos pensées se portent sur les événements que nous avons vécus il y a un an au mois de janvier. Événements survenus sous la dalle, la mobilisation des sapeurs-pompiers, celle de la police, la mobilisation des services municipaux et de la solidarité mise en œuvre par les Choisyennes et les Choisyens. Nous devons avoir aussi une forte pensée pour le sergent-chef Jonathan Lassus-David qui a été au bout de son engagement, « *Sauver ou périr* ». Nous pouvons aussi avoir en mémoire la période de crue que nous avons eu à gérer pendant laquelle les services publics ont fait preuve de réactivité, de compétence et d'un grand professionnalisme. C'était l'an dernier. Mais cette année, l'actualité est tout autre. À propos des événements actuels dans le pays, et notamment du grand débat, de nombreux mouvements sociaux dont récemment celui des gilets jaunes ont exprimé une colère à l'encontre des politiques mises en œuvre et plus largement concernant la situation que beaucoup d'habitants de notre pays subissent. Le gouvernement semble à la fois avoir entendu, mais peut-être n'avoir pas écouté les revendications massivement et clairement exprimées. Je considère que cela est regrettable et montre à nouveau, si cela était nécessaire, qu'il ne défend pas l'intérêt général, mais celui de quelques-uns. Les élus de proximité non plus, vous le savez, ne sont pas écoutés et nous sommes, c'est ce que nous considérons la plupart des maires, parfois même méprisés et nous le savons bien, le

gouvernement n'hésite pas à s'ingérer dans la libre administration des collectivités territoriales. Je l'ai déjà évoqué devant vous. Et maintenant, il nous demande d'organiser un débat qui serait le moment d'écoute et de dialogue, mais ce débat ne portera pas sur les sujets qui se sont exprimés tout au long des mouvements sociaux puisque le gouvernement déclare aussi refuser changer de cap. Rien sur l'injustice fiscale, rien sur l'injustice sociale et donc je n'organiserai pas ce débat dans ces conditions. Mais conformément à l'invitation du Ministre chargé des Collectivités territoriales, M. Lecornu, dans la lettre qu'il vient de nous adresser aujourd'hui, je souhaite que si un grand débat national est organisé, il le soit par les services de l'État, mais qu'il donne aussi les moyens d'étudier les sujets abordés par les différents mouvements sociaux, d'écouter les raisons de cette opposition et les propositions qui émanent des réflexions des habitants de ce pays, des corps intermédiaires et des élus de proximité. Je considère qu'il est urgent d'entendre ce qui se dit, ce qui s'exprime, notamment la souffrance, et de comprendre l'exigence de justice sociale. Alors, dans ces conditions bien évidemment je favoriserai la tenue d'un débat si une demande me parvient. De même, c'est dans cet esprit que je propose aux Choisyennes et aux Choisyens de pouvoir s'exprimer sur un cahier de doléances qui sera à disposition dès demain matin. Il pourra de fait rassembler l'expression des mécontentements, des exigences, mais aussi celle des idées et des propositions. Ce cahier sera donc mis à disposition à l'accueil de l'Hôtel de Ville.

La deuxième information liée à l'actualité, vous le savez peut-être, Christophe Richard ne sera plus notre Directeur général des services au début du mois de mars et ce soir ce fut son dernier appel nominal. Je ne l'ai pas souhaité et lui-même s'inscrivait dans une perspective qui le conduisait au minimum jusqu'à la fin du mandat. Nous en avons convenu dans nos échanges avant sa venue à Choisy-le-Roi et ce pacte que nous avons tous les deux n'ira pas à son terme. Un mauvais timing et une opportunité particulièrement intéressante l'ont conduit à faire d'autres choix. Nous avons tous les deux partagé cette réflexion qui est devenue commune depuis plusieurs mois. Une nouvelle directrice générale des services arrivera début avril.

*(Monsieur Didier Guillaume remercie Monsieur Christophe Richard pour son investissement au service des choisyen.ne.s)*

Bien, je vous propose de démarrer sans transition notre ordre du jour de notre Conseil municipal qui nous appelle à 25 délibérations, dont les premières essentielles, pour redevenir un peu plus sérieux, puisqu'il s'agit des finances et notamment les décisions liées à notre budget principal pour l'exercice 2019 qui sera le dernier exercice complet de notre mandature. Nous commençons par l'approbation du taux d'imposition suivi après de l'approbation du budget primitif principal et du budget annexe des parkings. Je laisse la parole à Frédéric Tisler.

## FINANCES

### → 1. Approbation des taux d'imposition – Année 2019

**M. Tisler :** Les taux d'imposition ne varient pas. Cela sera la conclusion de mon intervention sur les taux d'imposition. Nous pouvons passer tout de suite au vote.

**M. le Maire :** Avez-vous des remarques sur les taux d'imposition ? Je n'en vois pas, nous votons.

**M. Panetta :** Bonsoir, nous nous abstenons, car nous souhaiterions que ces taux descendent, mais cela est déjà bien de ne pas les augmenter après les avoir augmentés l'année dernière.

**M. le Maire :** Merci de cette intervention Monsieur Panetta.

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité (10 abstentions).*

**M. le Maire :** Approbation du budget primitif, budget principal et budget du parking. Frédéric Tisler.

## → 2. Approbation du budget primitif – Exercice 2019 – Budget principal

**M. Tisler :** Ils sont très bien ces budgets, j'ai souhaité être synthétique.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je présente les deux délibérations ensemble concernant les budgets primitifs 2019 de notre budget principal et du budget annexe des parkings. Avant cela, j'ai à vous informer de la réunion de la Commission des finances le lundi 7 janvier. Cette réunion nous a permis d'examiner ces points. Suite à cet examen collectif et aux questions posées lors de la Commission, un mail contenant l'intégralité des réponses a été adressé aux membres de la Commission. La Commission a en outre fait le point sur les crédits affectés au groupe pour la formation des élus sur l'exercice 2019. Avant d'entrer dans le détail je voudrais, bien évidemment, remercier moi aussi l'ensemble des services pour leur travail préparatoire à ce budget : le service finances et sa responsable, pour ce travail toujours aussi précis et rigoureux. Je voudrais également souligner l'implication majeure de Christophe Richard qui à travers l'élaboration et la préparation de ce dernier budget annuel complet du présent mandat, restera avec nous d'une certaine façon, durant toute la durée de son exécution. Je parle ici de l'exécution du budget bien entendu, ce que nous venons d'entendre sur Christophe empêchant de parler d'une exécution le concernant.

Durant notre débat d'orientation budgétaire, Monsieur le Maire, vous nous invitiez à concevoir la construction d'un budget comme l'affirmation et la consolidation de nos engagements pris : solidarité, égalité, émancipation humaine, revitalisation démocratique dans les villes durables de demain. Vous insistiez également sur la nécessité de concrétiser notre effort de proximité et de rapprocher encore plus le service public du citoyen. Sur le plan de la gestion financière, ces axes de travail impliquent, toujours en vous citant, de conforter notre épargne et financer durablement nos investissements, tendre au maximum au maintien des dépenses de fonctionnement à un niveau identique à celles inscrites au budget primitif 2018. Cela induit mécaniquement d'être rigoureux, ce que nous avons toujours été, et dans une recherche d'optimisation des recettes, tout cela définissant les défis à relever pour maintenir un haut niveau de service public, et surtout, cet engagement marquant dans ce contexte contraint où la construction du budget 2019 ne doit pas remettre en cause les engagements pris devant les Choisyens et les Choisyennes. Voyons donc maintenant comment se concrétisent ces orientations clairement fixées à l'ensemble de nos services.

Le budget primitif 2019 s'équilibre à 76 035 248 euros pour la section de fonctionnement et à 19 182 930 euros pour la section d'investissement. Cela amène à un total de 95 218 178 euros. Pour ce qui relève des dépenses de fonctionnement, nous notons une augmentation de 2,20 % par rapport au BP 2018 principalement due à une augmentation des charges à caractère général au chapitre 11 que nous allons détailler en la mettant en perspective avec la diminution d'autres chapitres, constituant de fait une compensation de cette augmentation des charges à caractère général. En effet, un des axes majeurs de ce

budget primitif concerne l'évolution de notre mode de gestion de la restauration municipale à travers notre adhésion au SIRESCO. Ce nouveau mode de gestion impactant certains chapitres à la hausse et d'autres chapitres à la baisse. Un examen précis de ces mouvements doit nous montrer les conséquences financières de cette adhésion au SIRESCO et je vais m'y employer. L'achat des repas au SIRESCO apparaît à l'article 6042 : achat de prestation de services qui passe ainsi de 2 millions à 4 200 000 euros. En parallèle nous voyons plusieurs autres articles baisser dans le chapitre 11 dont le détail apparaît en page 3 de la notice. Je ne citerais que le plus emblématique, l'article 60623 : alimentation passant de 1 500 000 euros à 223 646 euros. Lorsque nous calculons le solde entre ces articles qui augmentent et les autres qui baissent dans le chapitre 11, nous voyons une augmentation de l'ordre de 600 000 euros pour le chapitre 11 du seul fait du passage au SIRESCO, mais nous constatons en parallèle que la prise en charge du personnel de restauration par le SIRESCO amène à une diminution des charges de personnel au chapitre 12, article 64111 : rémunération principale titulaire qui baisse de 468 000 euros. Nous constatons également que la prise en charge des fluides et de la taxe foncière de la cuisine centrale par le SIRESCO amène à une augmentation de nos recettes de l'ordre de 83 000 euros ce qui est visible à l'article 70876 : remboursement de frais au GFP de rattachement. J'en ai profité pour réviser mes sigles, GFP signifiant groupement à fiscalité propre. Concernant les autres points liés au chapitre 11, je mentionnerai la part importante consacrée au nettoyage de la voirie et à la lutte anti-tag par l'achat de prestations de services à hauteur de 1 199 000 euros, notre participation au déficit du CMS pour 506 000 euros ou encore une maîtrise évidente du coût de nos recettes dont les fêtes de la ville pour un coût total de 167 000 euros visibles à l'article 6257.

Nous avons choisi de mettre en évidence dans une liste assez conséquente, à la page 3 de la notice, les actions supplémentaires ou renforcées auxquelles nos services travaillent et qui ne sont pas encore forcément chiffrées dans le détail, mais qui ont vocation à être financées par les charges à caractère général. De plus, vous y trouverez également la concrétisation de notre volonté de maintien d'un haut niveau de service public ainsi que nos volontés de répondre aux besoins de notre population : maison des associations, augmentation des subventions aux associations, cartes jeunes, gestion post NAP, ouverture du centre social Mouloudji, mise en service du nouveau gymnase. Je ne peux pas tout énumérer même si j'ai toujours envie de tout énumérer, mais cette liste est déjà éloquent par elle-même.

Concernant les charges de personnel et leur indispensable maîtrise, j'irai plus vite. La page 4 de la notice détaille clairement l'impact du GVT, du RIFSEEP pour lequel nous provisionnons une réserve de 600 000 euros, ainsi que la conséquence de l'arrêt des NAP ou du passage au SIRESCO sur lequel je ne reviens pas. Les atténuations de produits au chapitre 14 sont en baisse de 2,08 % essentiellement du fait d'une évaluation plus précise du FPIC que nous n'avions pu faire en 2 018 ceci étant détaillé page 4 de la notice. Les autres charges de gestion courante augmentent de 7,7 % principalement du fait de la nécessité d'y inclure une subvention de 417 000 euros à verser pour la réalisation du marché de Tringa Maréna. Cette dépense est compensée en recette de fonctionnement à l'article 747 : participation. Pour revenir aux autres charges de gestion courante, nous y trouvons également nos subventions d'équilibre au CCAS, au théâtre cinéma et notre contribution au fonctionnement des sapeurs-pompiers. Nous y voyons également le FCCT versé au territoire.

Sur les charges financières, je les aborderai dans un instant dans le cadre d'un focus sur tout ce qui touche à notre emprunt dont les intérêts que nous réglons en fonctionnement et le capital qui est une dépense d'investissement. À propos des charges exceptionnelles, j'en parlerai plus précisément lors de l'examen du BP du budget annexe des parkings et de la subvention d'équilibre qui diminue. Pour terminer sur ces dépenses de fonctionnement, je ne peux que souligner fortement la bonne tenue de notre autofinancement, car celui-ci se matérialise par un virement de 5 272 180 euros à la section d'investissement, détaillée en

page 6 de la notice, montrant une fois déduite la dotation aux amortissements un virement de 3 372 180 euros.

Abordons maintenant nos recettes de fonctionnement en relevant que nos recettes réelles sont en augmentation de 2,18 % de BP à BP, relevons une augmentation du produit des services de 2,78 % au chapitre 70, détaillée dans la notice à la page 7. Concernant l'augmentation du produit des impôts et taxes, celle-ci est de l'ordre de 2,66 % de BP à BP, notons qu'un nouveau mode de calcul de la revalorisation des bases n'a pas permis d'intégrer celui-ci à notre propre calcul. Le correctif sera bien évidemment visible au BS qui devrait intégrer la notification du montant définitif des bases pour 2019. La page 8 de la notice détaille tous ces points ainsi que l'évolution de l'AC provenant de la métropole et sur laquelle j'ai eu l'occasion d'intervenir au dernier Conseil municipal. La fiscalité représente donc 73,60 % de nos recettes de fonctionnement.

Pour ce qui est du chapitre 74 : dotations, subventions et participations nous ne pouvons que procéder à une estimation puisque ces diverses recettes ne nous ont pas encore été toutes notifiées. La DGF n'augmente à ce stade que de 0,42 %, mais personne n'attend plus d'augmentation sensible. C'est là où nous trouvons la recette qui correspond à la réalisation du marché de Tringa Maréna sous la forme de deux subventions, en page 9 de la notice, et sur lesquelles je n'insiste pas davantage puisqu'un point de l'ordre du jour de ce soir est consacré à ce très beau projet. Notons un élargissement du champ de la FCTVA aux dépenses de voiries et aux dépenses liées à l'entretien des bâtiments publics, ce qui est une bonne nouvelle, nous amenant à augmenter cette recette prévisionnelle de 25 %. Afin de terminer sur les recettes de fonctionnement, mentionnons un prévisionnel de 250 000 euros consacrés aux travaux en régie dans les recettes d'ordre que nous retrouverons dans les dépenses d'ordre de la section d'investissements dont nous allons maintenant commencer l'examen.

Les dépenses d'investissements permettent de dégager une augmentation de 3,40 % des dépenses réelles de BP à BP les pages 11, 12 et 13 de la notice détaillent bien toutes ces dépenses réelles d'investissements. Elles sont groupées en divers items, chacun étant précisément chiffré, et là encore je ne peux pas tout citer alors que chaque point mériterait parfois de longs développements. Je voudrais cependant mentionner une logique transversale à ces chapitres, celle du développement durable et de la ville de demain. Cette notion de développement durable, nous la retrouvons dans plusieurs réalisations, dont l'aide à la copropriété du 6 avenue Villeneuve-Saint-Georges pour un programme de rénovation énergétique. Le développement durable passe aussi par nos travaux sur l'éclairage public avec le passage en basse tension et l'éclairage par LED, par les travaux d'isolation thermique. La ville de demain, nous la percevons déjà dans les forfaits sur le nettoyage de la ville, de la voirie et sur les travaux de voirie plus conséquents : les plantations d'arbres, la rénovation du parc Maurice Thorez, le développement des réseaux informatiques, deux jardins partagés en plus, l'enfouissement des lignes à haute tension, la poursuite de la mise en place du schéma de mobilité. Tout cela, c'est la ville de demain. Nous y voyons de plus la poursuite de l'équipement de notre ville sur des programmes conséquents : école Langevin, école Mandela, école Joliot-Curie, troisième tranche du gymnase des Hautes-Bornes, extension et aménagement des centres de loisirs. Sur ces programmes une grande et belle nouveauté inattendue de 2019, venant contredire ceux qui nient obstinément l'évidence, prétendant que nous ne faisons rien de nouveau en investissement depuis le début du mandat, je veux parler bien sûr de l'acquisition de la maison Rouget de Lisle et du démarrage de la première tranche des travaux nécessaires afin de l'ouvrir au public sur la base d'un projet culturel que nous travaillerons, bien évidemment, collectivement. C'est dans ces pages que nous voyons la mise en place concrète et évidente des axes forts de notre débat d'orientation budgétaire et de notre programme pour la mandature, et cela, en dépit



des difficultés de financement de l'investissement des collectivités territoriales injustement et imprudemment bridées tout au long de cette dernière période.

Ces investissements doivent être financés et l'examen de nos recettes d'investissement nous permet d'en voir les mécanismes et de bien identifier l'origine de nos ressources. Les 19 millions d'euros nécessaires à nos investissements de 2019 sont très faiblement financés par la fiscalité, 400 000 euros par la taxe d'aménagement, page 14 de la notice, encore plus faiblement par le produit des amendes de police : 100 000 euros (je dis cela pour le débat actuel). Par contre, près de 5 millions d'euros nous viennent de l'État, mais surtout d'autres collectivités territoriales : la région, le département, la métropole. Collectivités territoriales et État validant ainsi la pertinence de nos choix par rapport à leur propre logique et champ d'intervention, car si nos choix d'investissement n'étaient pas pertinents, personne ne les financerait. À travers les opérations d'ordre, donc à travers notre maîtrise des dépenses de fonctionnement, nous avons une recette pour nos amortissements de 1 900 000 euros et une recette de 3 372 180 euros, j'insiste lourdement, constituant notre autofinancement c'est-à-dire ce que nous consacrons à nos investissements hors remboursement de l'emprunt. Enfin, le recours maîtrisé à l'emprunt vient boucler ce financement pour 6 millions d'euros prévus, mais qui, bien entendu, ne seront mobilisés qu'en fonction de l'avancée effective des travaux. Comme à notre habitude, nous détaillons l'historique de l'emprunt depuis le début du mandat et même, depuis 2008. Le recours à l'emprunt, cela m'amène toujours à insister sur notre bonne gestion de l'emprunt et cette année je reparlerai des ratios que vous retrouverez en page 4 de la maquette budgétaire. Ces ratios montrent que l'encours de la dette, rapportée à notre population, reste bien en dessous de la moyenne de la strate comme ce même encours rapporté aux recettes réelles de fonctionnement et ce, alors que nos dépenses de fonctionnement par habitant reste très nettement supérieures à la moyenne. C'est aussi dans ces ratios qu'il faut bien mesurer et quantifier l'impact de notre politique et de nos réalisations pour notre ville ce qui me permet de conclure mon propos quant au budget primitif 2019 - budget principal pour aborder dès maintenant et très brièvement notre budget primitif 2019 - budget annexe des parkings.

### → 3. Approbation du budget primitif – Exercice 2019 – Budget annexe des parkings

**M. Tisler :** Le BP du budget annexe s'équilibre à 1 207 836 euros, dont 787 968 euros pour la section d'exploitation et 419 868 euros pour la section d'investissement. Cet exercice 2019 permettra la réalisation de travaux financés en 2018 et reportés, par exemple la fin de la remise en état des équipements après les incendies et la crue ou encore la modernisation très attendue du système de péage au parking de la mairie. Cela permet de ne prévoir pour 2019 qu'un budget annexe des parkings uniquement consacré à l'entretien courant des équipements, du moins nous l'espérons tous fortement, aucun incendie ni aucune inondation n'étant prévu à ce budget primitif. Cela justifiant de fait la baisse de 29,60 % de notre subvention d'équilibre venant de notre budget principal ; celle-ci passe de 262 802 euros au budget primitif de 2018 à 185 000 euros au budget 2019. Rien d'autre de notable n'étant à relever, je vous remercie de votre attention.

**M. le Maire :** Merci, Frédéric Tisler, pour ces explications qui représentent bien la démarche qui a été la nôtre suite au débat d'orientation budgétaire pour la mise en œuvre de ce budget 2019. Conformément à la conférence des Présidents, nous avons convenu que chaque groupe pouvait parler, mais que nous n'étions pas de fait dans un débat d'orientation budgétaire donc, le temps de parole n'est pas le même que durant un débat d'orientation budgétaire. Ceci étant, avez-vous des demandes de prise de parole ? Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Chers collègues, Monsieur le Maire, bonsoir. Nous notons à la section de fonctionnement du budget primitif une augmentation des dépenses de fonctionnement de 2,20 % en 2019. Cette augmentation est d'abord en partie due à notre participation au déficit

du CMS (centre municipal de santé) de 506 000 euros, mais aussi principalement due à une hausse de 6,86 % des charges à caractère général en raison de l'évolution du mode de gestion de la restauration autrement dit, du SIRESCO. Là encore, nous nous retrouvons devant le fait accompli malgré notre positionnement et celui des parents d'élèves. Nous poursuivons sur le budget : réceptions, les fêtes de ville évaluées à 167 000 euros. Concernant ce budget de fêtes, notre groupe tient à souligner que les habitants ont été très déçus lors des fêtes de Noël déplorant le manque d'illuminations dans la ville, l'absence de marché de Noël. Cette fête est pourtant importante, elle touche la famille, les enfants, c'est un moment de partage et de convivialité qui tisse les liens. Cela est bien plus qu'une tradition avec les commerçants, cela est un rendez-vous incontournable. Si nous devons optimiser les ressources budgétaires alors, faisons-le pour tous, notamment sur les subventions suivantes comme celles du projet pour le Mali qui entraîne une augmentation de charges de 7,77 % avec une contrepartie en recettes lors du remboursement de la SADEV. Ces affectations budgétaires ne sont pas dans le respect de l'intérêt général, car malgré les augmentations de dépenses par habitant, le niveau du service public n'est pas satisfaisant de même, lorsque le résidant n'est pas écouté et que tout projet annoncé comme piste à réflexion lors de la participation est déjà ficelé avec l'argent des contribuables. Nous avons encore la preuve concernant le projet de destruction de la Calypso, un projet que vous avez choisi d'engager seul sans concertation avec les habitants, nous en sommes déjà à l'aménagement que vous budgétisez sur cette année sans concertation avec les habitants.

L'extension du centre de loisirs de la Prairie, 50 % en 2019, 50 % en 2020 pour une somme de 1 900 000 euros, l'aménagement et mise aux normes du centre de loisirs des Gondoles : 50 % 2019, 50 % 2020, 500 000 euros et les subventions d'investissement reçues pour la reconstruction du centre de loisirs Calypso : département 1 500 000 euros. Ce sont des mesures décidées unilatéralement qui exaspèrent les Choisyens.

Concernant le stade Jean Bouin : un nouveau terrain synthétique pour 100 000 euros, je pense que cela est aussi financé par la région. Personnellement, je trouve bien agréable ce genre de terrain à condition qu'il soit entretenu dans les meilleures conditions possible et de suivre les recommandations concernant des alternatives aux billes noires nocives pour la santé, paraîtrait-il que cela est cancérigène. J'aurais une question à poser sur le lieu, ce terrain synthétique sera-t-il situé en bordure de la rue Traversière, à 20 mètres des résidents ? J'espère que vous répondrez ensuite, car cela pourrait générer des nuisances sonores pour les riverains. Nous avons déjà connu un procès sur les gênes sonores nocturnes dans cette rue.

Une dernière question quant aux amendes de police. Je souhaiterais savoir comment elles sont évaluées à 100 000 euros. Au budget supplémentaire 2018, 184 100 euros de travaux avaient été prévus. Les travaux non réalisés sont reportés en 2019 de même pour la modernisation du matériel de péage au parking de la mairie les crédits prévus au BP 2018 sont reportés sur 2019. Cela n'est pas un luxe, car il y a longtemps que nous l'avions demandé, cela évitera de nombreux problèmes dans ce parking. Pour les recettes de fonctionnement, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères s'élève à 4 662 203 euros, elle augmente de 2 % et devra être versée à l'Établissement public territorial. Par ailleurs, nous avons noté une progression de 3,79 % des dotations, subventions et participations, mais aussi une progression des impôts et taxes de 1,99 %. Cela ajoute une pression supplémentaire pour ceux qui payent les taxes. Enfin, nous continuons de penser qu'un effort sérieux n'a pas été mené contre les incivilités et sur la propreté de la ville.

Pour conclure, ce budget est sans surprise, d'une idéologie systématique qui masque la réalité, nous voterons contre ce budget. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci pour votre analyse à la lecture de ce budget. Avez-vous d'autres demandes de prise de parole ? Bernard Athéa. Cela est une parole à deux avec Nadia Brahimi.

**M. Athéa :** Bonsoir. Cela a déjà été dit, notre débat budgétaire de ce soir est un peu particulier puisqu'il est le dernier budget en année pleine de l'exercice, du mandat et je crois que cela peut être l'occasion de faire un premier bilan de la gestion de la majorité municipale.

Je dirais qu'en dépit de toutes les difficultés financières qui pèsent depuis plusieurs années sur les collectivités locales, notamment la baisse des dotations de l'État, nous avons réussi à maintenir depuis le début une bonne capacité d'investissement grâce à la maîtrise des charges de fonctionnement, et ceci, sans recourir de trop à l'emprunt c'est-à-dire sans avoir une situation financière dégradée. Ainsi, c'est ce que montre ce projet de budget 2019 qui a été bâti dans la continuité des budgets précédents. Dans un premier temps, je dirais que c'est un budget sincère puisque les ressources ne sont pas surévaluées, elles sont même sous-évaluées puisque le nouveau mode de calcul de la taxe d'habitation n'a pas pu être encore utilisé. Les dépenses ne sont pas minorées et au total, je pense que les données chiffrées qui nous sont fournies sont au plus près de la réalité. Ce budget est bien équilibré puisqu'il permet de dégager un excédent de fonctionnements de près de 5 millions d'euros, certes, cela est un peu plus faible que celui de l'année dernière qui était de 6 500 000 euros, mais je pense qu'il reste néanmoins tout à fait substantiel. Ce qui permettrait d'affecter à la section de fonctionnement un montant de 3,4 millions d'euros. Là aussi, moins que celui de l'année dernière à 3,9 millions d'euros, mais cela reste tout à fait important. Ce budget est rigoureux puisque les charges de fonctionnement n'évoluent que de 3 %. Nous le savons, notre collègue l'a dit, les charges générales augmentent essentiellement en raison du changement de mode de fonctionnement de la restauration scolaire entraînant des dépenses d'achat de repas qui sont compensées par une baisse des charges de personnel.

Les dépenses de personnel, elles, sont toujours maîtrisées malgré l'effet du GVT et du nouveau système indemnitaire qui pèse lourdement. Au total, une situation financière qui est satisfaisante et qui nous permet d'engager des investissements importants, près de 19 millions d'euros dont 13 pour les immobilisations en cours et les immobilisations corporelles qui sont les véritables investissements de l'exercice. Sont prévus des travaux dans les bâtiments publics, dans les bâtiments scolaires et les centres de vacances, je pense au centre de loisirs de la Prairie, au centre de loisirs des Gondoles. Les équipements sportifs au nouveau gymnase des Hautes-Bornes, la voirie et ce qui devrait faire plaisir à notre collègue, M. Panetta, des plantations d'arbres. Ceci permettant d'améliorer l'état du patrimoine de la ville et développer les équipements qui sont au service de la vie quotidienne des Choisyens. Je n'oublie pas en appui aux développements économiques de la ville des investissements dans le réseau numérique et dans le matériel informatique.

En conclusion, je dirais que notre situation financière reste saine, nous avons des charges de fonctionnement toujours maîtrisées permettant de financer des investissements qui répondent aux besoins de développement de la ville et aux besoins des habitants. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci Monsieur Athéa. Comme cela était annoncé, pour poursuivre la parole du groupe, Nadia Brahimi.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** Merci monsieur le Maire. Monsieur le Maire, mes chers collègues. Comme nous l'avons dit lors du débat d'orientation budgétaire pour l'année 2019, le budget pour l'année 2019 est donc le dernier budget de la mandature. C'est à l'aune de ce dernier budget

que nous pouvons mesurer le niveau de réalisation du projet de ville sur lequel nous avons été élus en 2014. Comme vous l'aviez souligné lors de votre discours des vœux, Monsieur le Maire, ce projet de ville durable nous l'avons largement réalisé. Sur certains sujets nous sommes même allés plus loin que prévu, sur d'autres il reste à faire. Cependant, lorsque nous faisons le bilan de tous les investissements réalisés depuis 2014, que nous dressons la liste des chantiers en cours et celle des investissements programmés pour l'année 2019, nous ne pouvons que nous féliciter du dynamisme de notre ville et de sa bonne gestion financière. Nous pouvons éventuellement ne pas être d'accord avec nos choix politiques, mais en aucun cas nous ne pouvons-nous taxer d'immobilisme, notre projet était celui d'une ville durable, une ville avec un haut niveau de service public rendu aux habitants, une ville où chacun trouve les conditions de son épanouissement, quelle que soit sa situation. Nous avons un cap et nous l'avons tenu dans un contexte de plus en plus compliqué pour les collectivités locales, qu'il s'agisse des finances locales ou des transferts des compétences dans le cadre de la réforme territoriale. Par exemple, et nous l'avons réaffirmé ici à plusieurs reprises, nous avons sanctuarisé le budget consacré à l'enfance et à l'éducation malgré la suppression des NAP et donc des aides de l'État qui allaient avec, nous avons maintenu le même niveau d'engagement concernant les activités périscolaires et extra scolaires. La signature du plan mercredi, initié par le gouvernement, va nous permettre de poursuivre et d'amplifier encore cet engagement en direction des jeunes Choisyens. Chaque année, nous entretenons et nous modernisons nos écoles, nos centres de vacances et nos centres de loisirs. Après la réalisation de l'école Nelson Mandela, en 2019 nous allons agrandir l'école Joliot-Curie et poursuivre les travaux d'entretien dans d'autres écoles. Les centres de loisirs de la Prairie et des Gondoles, nous en parlerons ensuite, vont être agrandis et rénovés. Cette attention portée aux jeunes Choisyens est pour nous un impératif, car dans un contexte économique et social toujours plus difficile, nous avons le devoir de leur offrir toutes les conditions de la réussite scolaire et éducative afin de les aider à construire leur avenir.

Autre sujet essentiel pour nous, j'en avais beaucoup parlé lors du débat d'orientation budgétaire, c'est l'espace public. Depuis le début du mandat, nous avons beaucoup travaillé sur cette question. Beaucoup de reproches nous ont été faits sur l'état de la propreté dans notre ville, sur l'état de certaines voiries, sur le manque de civisme de la part des habitants, de notre absence de réactivité lorsque des dysfonctionnements sont constatés. Parce que nous aussi nous partageons certains de ces constats, nous avons mis en place en 2018 une nouvelle Direction de l'espace public chargée d'améliorer la gestion, l'entretien et la tranquillité dans l'espace public. Les équipes sont désormais constituées et en place, il nous reste encore à recruter les agents de police municipale afin de compléter le pôle de tranquillité publique. Cette réorganisation des services va nous permettre d'être mieux organisés, plus présents, plus réactifs. Cette démarche s'accompagne d'un important programme de travaux de réfection de la voirie : nous doublons les crédits en 2019 auxquels s'ajoute la rénovation de l'éclairage public engagé depuis plusieurs années et dont nous constatons déjà les améliorations. En ce qui concerne la propreté, nous devons le dire, jamais les moyens humains et financiers qui sont déployés n'ont été aussi importants. Malgré cela, il reste encore beaucoup d'incivilités à déplorer notamment en raison du non-respect des jours de collecte des encombrants.

Une ressourcerie intercommunale va ouvrir ses portes en 2019 à Orly portée par l'association Approche qui mène des chantiers d'insertion. Elle offrira donc aux Choisyens une solution supplémentaire pour se débarrasser de leurs encombrants, tout en réduisant leur volume à la source. L'augmentation des moyens humains par notre prestataire propreté, la mise en place de patrouilleurs, le recrutement d'un responsable propreté, la verbalisation des auteurs de dépôts sauvages, lorsqu'ils sont identifiés, devrait améliorer considérablement la situation. Mais il est pourtant indispensable que chaque Choisyen se responsabilise et prenne soin de son cadre de vie.

Cette appropriation de Choisy-le-Roi par ses habitants, nous devons sans cesse l'encourager et cela passe aussi par la transmission de l'histoire de notre ville aussi le groupe des élus socialistes et républicains se félicite de l'acquisition en 2019 de la maison Rouget de Lisle qui viendra enrichir le patrimoine Choisyen. Notre ville est en pleine transformation, tous les travaux qui se déroulent actuellement, qu'il s'agisse de la passerelle sur le pont, du tramway et de tous les autres chantiers compliquent la vie des Choisyens que nous sommes, même s'ils sont indispensables pour améliorer la vie quotidienne. Dans ce contexte, il est important de rappeler que Choisy-le-Roi au fil des époques n'a jamais cessé de se transformer, d'évoluer, de s'adapter. La maison de Rouget de Lisle qui pourrait devenir un lieu muséal nous permettra de revivre ensemble cette histoire, de nous l'approprier pour mieux comprendre le présent et aller de l'avant. L'avancée passe aussi par la prise en compte de la transition écologique et la lutte contre le dérèglement climatique. En 2019, nous allons mettre en place un acte II de l'agenda 21 nous permettant à travers un certain nombre d'actions d'agir concrètement pour préserver notre santé, notre ville et au-delà, notre planète. Notre groupe votera donc ce budget, car il répond bien à notre préoccupation, il améliore la vie quotidienne et prépare l'avenir. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci, Mme Brahimi. La parole est à Jean-Marc Briennon et se préparent Patrice Diguët, Tonino Panetta et Ali Id Elouali. Jean-Marc Briennon.

**M. Briennon :** Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. Je vais faire une intervention relativement brève sur ce budget. Je partage un certain nombre de constats qui ont été prononcés par les interlocuteurs précédents en particulier sur le fait que nous réussissons à maintenir un certain nombre d'indicateurs financiers. Je suis désolé, j'ai un problème de micro.

**M. le Maire :** C'est comme en politique, il faut trouver la bonne distance.

**M. Briennon :** Je suis toujours à la bonne distance, Monsieur le Maire. Je partage donc un certain nombre de constats qui ont été élaborés sur les critères du budget et sur ses indicateurs. En particulier sur la maîtrise de la dette, en particulier sur la capacité à autofinancer les investissements.

Je constate cependant que nous sommes sur une augmentation, sur ce budget-là, des dépenses réelles qui est de plus de 3 %, très loin d'un certain 1,2 % cible et de fait nous sommes dans une dynamique qui est une augmentation des dépenses réelles de fonctionnement qui est supérieure en pourcentage aux recettes réelles de fonctionnement. Nous sommes en particulier, et ce chiffre m'interpelle, de plus en plus sur des charges de personnels qui malgré le passage au SIRESCO, malgré le territoire, font que les charges de personnels ne font qu'augmenter. Cela, pour moi, n'est pas un bon indicateur.

Si nous regardons les recettes réelles de fonctionnement, aussi bien les recettes d'impôts et de taxes, que les dotations, nous sommes sur des croissances significatives. Je voudrais que tout le monde prenne bien conscience que d'une part les dotations ne sont pas en baisse, comme je l'entends dire régulièrement, et que d'autre part nous continuons à solliciter de façon extrêmement importante une part des Choisyens qui payent des impôts et qui contribuent donc à cette capacité d'autofinancement.

Globalement, nous arrivons à un budget d'investissement qui est significatif et comme le disait Mme Brahimi avant moi, je pense que nous devons en faire une lecture politique. Aujourd'hui, sur ce budget d'investissement nous retrouvons un certain nombre d'éléments qui sont des éléments pertinents autour de la petite enfance, des écoles, autour de la rénovation de la voirie même si très clairement sur ce dossier-là nous avons un énorme chantier à lancer et que je pense que ces efforts devraient être amplifiés. Néanmoins, nous

n'y trouvons absolument rien sur le dynamisme commercial de la ville, nous n'y trouvons rien ou pas grand-chose sur les éléments de sécurité, nous n'y trouvons pas grand-chose sur la ville numérique, la ville de demain, la Smart City qui est la ville de demain de façon incontournable. Tous ces éléments ont été oubliés. Sans revenir sur le débat d'orientation budgétaire, j'avais mis en avant quatre ou cinq items importants, aujourd'hui nous ne les retrouvons pas dans le budget d'investissement, bien loin de là. Je suis surpris, même si je considère que cela est une bonne chose, mais je suis surpris d'un budget d'investissement à hauteur de 1,5 million pour l'acquisition de la maison Rouget de Lisle et sa rénovation. Cela est-il un point qui nécessite d'être traité sur le budget 2019 ? Je m'interroge vraiment sur ce sujet-là même si je conçois que nous souhaitions faire œuvre de mémoire et que nous puissions mettre en place un environnement de type muséal.

Néanmoins, je pense que des éléments devraient être traités avant. Je pense en particulier à un déploiement beaucoup plus important des opérations de nettoyage. J'ai bien entendu ce que vient d'expliquer Mme Brahimi, vous aviez tenu un discours à peu près identique l'année dernière, or, nous constatons que la situation ne s'est pas fondamentalement arrangée, cela est clairement l'un des axes que nous devons encourager. Avec évidemment beaucoup de sensibilisation auprès des habitants de la ville, avec évidemment beaucoup de travail de pédagogie, mais pas simplement avec des amendes ou ce genre de choses. Très clairement, un véritable travail est à mener sur le sujet. Ce budget ne répondant pas aux attentes que nous avons pu exprimer lors du débat d'orientation budgétaire, nous ne le voterons pas. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Patrice Diguët suivi de Tonino Panetta.

**M. Diguët :** Chers collègues, mesdames, messieurs. Nous pouvons être fiers de notre gestion municipale et de notre action. En effet, malgré les baisses drastiques des dotations de l'État, nous parvenons de nouveau à présenter un budget qui préserve l'essentiel. Comme l'an passé, avec l'aide de nos services, nous sommes parvenus tout au long de ces derniers mois à diminuer nos dépenses, optimiser notre organisation sans remettre en cause la qualité du service rendu à la population. Cet effort sera bien sûr de nouveau poursuivi.

Ce budget que nous allons voter ce soir répond en grande partie aux besoins des Choisyens, il permet d'aller plus loin dans l'entretien de la ville à la fois sur la propreté, mais aussi sur la préservation de notre patrimoine. Ce budget nous permet également de maintenir, voire développer nos politiques publiques dans tous les domaines : maintien d'une politique culturelle, sportive et associative largement développée en même temps qu'il nous permet de renforcer les moyens assurant la tranquillité dans les espaces publics. Ce budget nous permet également le maintien de l'activité du centre médical de santé et bien sûr nous permet d'assurer la continuité de notre politique sociale en direction des plus démunis. De même, tous les dispositifs et événements qui ont connu ces dernières années un franc succès seront maintenus, je pense notamment aux fêtes de la ville et à son grand concert, au forum des associations à la rentrée de septembre, etc.

Notre jeunesse sera encore une de nos grandes priorités avec la mise en place dès janvier de la carte jeune et le développement des séjours jeunesse. Le social et la solidarité occuperont une grande partie de notre activité avec la mise en place du centre social Mouloudji ou encore le renforcement de l'accompagnement social des demandeurs de logement. Ce budget nous permettra aussi d'aider notre population, actuellement à la recherche d'un emploi, avec la création d'une plateforme de l'emploi recensant l'intégralité des offres disponibles à Choisy-le-Roi même et limitrophes à notre ville. Cette plateforme sera définitivement opérationnelle début février et sera présentée lors d'une manifestation spécifique organisée ces prochains mois.

Un autre sujet, la poursuite de lourds investissements indispensables à l'avenir. Un vaste programme de rénovation des voiries et de l'éclairage public se poursuivra sur toute la ville. N'oublions pas non plus cette année la construction d'un nouveau gymnase dans le quartier des Hautes-Bornes, l'agrandissement de l'école Joliot-Curie, la rénovation du parc Maurice Thorez, les aménagements et extensions des centres de loisirs ou encore le lancement de nouveaux projets de jardins partagés. Nous nous félicitons aussi de la volonté exprimée par la majorité d'acquérir la maison de Claude Rouget de Lisle. Au-delà de cette volonté d'arracher cette emprise foncière aux investisseurs privés de plus en plus nombreux à s'intéresser à notre ville, cet achat marque la volonté que nous avons de conserver ce patrimoine, partie intégrante de l'histoire de notre ville. L'idée annoncée lors de la cérémonie des vœux par Monsieur le Maire d'en faire un site muséal nous a séduites de même que l'idée de faire de 2019 l'année Rouget de Lisle profitant en cela du retour de la statue de notre illustre concitoyen.

À travers ce budget 2019 transparaît donc une ville dynamique, en plein développement avec un maire et une équipe municipale en capacité de faire des choix audacieux tout en préservant l'équilibre financier de la commune. Le débat doit maintenant se poursuivre avec les Choisyens au travers de la réunion publique de présentation du budget, un exercice de style de M. Tisler. Le service public dans notre ville, ce sont aussi et surtout des agents municipaux. Ils ont montré toute leur utilité et leur dévouement tout au long de cette année. Au quotidien dans les services ils accueillent et accompagnent, soutiennent, entretiennent et au plus fort des crises, s'investissent souvent bénévolement, cela fait la force d'un grand service public solidaire. Certains voudraient aujourd'hui diminuer leur nombre après avoir bloqué leurs points d'indice depuis plusieurs années, faisant des économies sur leur dos. Notre groupe s'est toujours battu pour défendre le service public aux côtés de nos salariés et de dénoncer ces mesures de blocage des salaires. Les principaux engagements de notre projet de ville sont aujourd'hui quasiment tenus grâce en grande partie à nos agents municipaux. Je ne vais pas reprendre les autres objectifs que nous nous sommes fixés et que nous avons eu l'occasion d'énoncer lors du débat d'orientation budgétaire, nous en avons largement parlé.

Maintenant, quid des années futures avec notamment la mise en œuvre des nouveaux équipements publics générateurs de dépenses supplémentaires en fonctionnement ? La volonté affichée par le président Macron de réduire le train de vie des communes en supprimant purement et simplement des services publics nous inquiète fortement, car nous avons été élus par les citoyens sur la base d'un programme portant l'ambition de répondre à leurs besoins et à ceux d'un territoire. Le gouvernement ne peut pas substituer à ce choix démocratique sa propre volonté de destruction du service public, nous ne pouvons pas accepter ce retour en arrière sans précédent et voir le contrôle administratif du représentant de l'État, qui fut supprimé par les lois de décentralisation, remplacé aujourd'hui par un contrôle politique et budgétaire. Cette décision est concrètement anticonstitutionnelle. Nous l'avons dit et continuerons de le dire, le déficit public n'est pas du fait des collectivités locales qui se doivent d'établir un budget en équilibre, la seule dette des collectivités est une dette saine, liée à la construction d'équipements publics. Ce soir, je vais vous épargner une énième explication à la manière de nos problèmes financiers une fois pour toutes et comment placer l'humain au cœur de nos politiques publiques. Nos solutions vous les connaissez, je n'y reviendrais pas. Je vous remercie pour votre attention.

**M. le Maire :** Je vous remercie Monsieur Diguët. Je donne la parole à Tonino Panetta et sera suivi par Monsieur Id Elouali.

**M. Panetta :** Je tiens à remercier M. le premier adjoint de nous avoir épargné les recettes que je ne vais pas répéter, que nous connaissons très bien. Peut-être n'y croit-il plus, que les gilets jaunes ont pris le relais.

**M. le Maire :** Je pense qu'il en est fortement convaincu, mais simplement que cela est une habitude langagière.

**M. Panetta :** Je reconnais que nous sommes d'accord sur un point, c'est qu'effectivement il y a de l'argent, mais nous ne sommes pas d'accord sur les moyens d'aller le chercher. En d'autres temps, cela s'est fait, des têtes ont été coupées, tout a été pris, etc. Cela portait un nom, c'était proche de vos idées politiques, nous avons vu dans l'histoire ce que cela en est devenu donc il y a d'autres solutions plus pacifiques et nous sommes au cœur de cette actualité.

Lorsque nous parlons de ce budget, il faut lui donner une couleur politique, quelle qu'elle soit, il doit être éminemment politique au vu des troubles qui sont traversés par notre pays et des défis et de la responsabilité de chacun et de chacune : de l'État, des collectivités, des élus, des Conseillers municipaux qu'ils soient dans la majorité ou même dans l'opposition. Bien que nous soyons les tout-petits rouages de la démocratie il nous appartient à tous d'être extrêmement responsables et de répondre aux attentes de nos concitoyens afin d'éviter ce qui j'espère n'arrivera jamais, mais ce qui malheureusement se dessine petit à petit vu le côté déraisonnable que prennent les choses. Notamment ces actes II, IV, VI, VIII, etc. Pour ma part, je ferai une distinction entre les premières doléances qui étaient des doléances sincères de petites gens ayant du mal à vivre, qui portaient sur le pouvoir d'achat, mais qui petit à petit se sont malheureusement transformées vers des gens antirépublicains, intolérants, fascisants, racistes. Je tiens à le dire, cela est la vérité, il suffit de lire les pancartes, de voir leurs réactions lorsque nous osons opposer une opinion différente de la leur. Cela commence à faire peur, cela commence à devenir plus que déraisonnable et il est donc temps que cela cesse. De fait, ce grand débat national je n'y crois pas un seul instant puisque les réponses nous les connaissons, pourquoi faire un débat de trois mois alors que nous savons très bien ce qu'attend la population ? Néanmoins, il est important d'y participer, car cela fait partie de la démocratie et qu'il ne faut pas justement que certaines personnes y voient encore à se plaindre ou dire que la démocratie ne sert à rien.

Pour revenir sur le budget de notre ville, effectivement, ici et là, j'ai entendu les mêmes idées que lors du débat d'orientation budgétaire, nous n'allons pas refaire le débat d'orientation budgétaire, nous avons tout dit à ce moment-là et nous ne sommes pas d'accord. Nous n'insinuons pas que tout ce que vous faites est mauvais et non avénu, pas du tout. Si je prends, par exemple, la propreté pour en avoir discuté avec Mme Brahimi, je suis conscient que vous dépensez énormément d'argent, mais malheureusement, force est de constater que cela ne produit pas ses effets donc il y a peut-être d'autres idées. Enfin, pas peut-être, nous nous sommes convaincus qu'il y a une manière différente d'atteindre le but que vous avez certainement et que nous avons, c'est-à-dire, d'avoir une ville propre et un cadre de vie où les gens se sentent bien. J'ai relevé aussi quelques détails qui m'inquiètent un peu. Lorsque nous regardons les recettes fiscales de notre ville, que nous voyons les trois taxes, elles augmentent très peu, à moins que je fasse une mauvaise analyse, mais je n'ai pas tous les éléments, car nous avons peu de temps pour étudier les budgets. Nous n'avons pas tous les Conseillers fiscaux que vous pouvez avoir autour de vous, ce dont je me réjouis, heureusement même, car cela est important pour gérer la ville. Malheureusement, nous n'avons pas les moyens pour faire cela donc peut-être que mon analyse est mauvaise, mais il me semble que les recettes supplémentaires attendues par rapport aux BP 2018 sont très faibles par rapport à l'augmentation de notre population et j'y vois là une raison, c'est ce que nous constatons dans la rue, le fait que de nombreux ménages qui payaient l'impôt se sont résolus, des fois à contrecœur à quitter notre ville. Nous voyons bien que notre ville se paupérise donc là, je tire le signal d'alarme.

Ce budget c'est aussi l'échec, comme l'a dit d'une autre façon mon voisin Jean-Marc, de la loi NOTRe car que signifiait la création des territoires ? C'était apporter de l'oxygène



justement à nos budgets, c'était apporter des économies, or, nous voyons bien que le territoire non seulement ne nous apporte pas d'économies, mais bientôt nous allons devoir courir à son secours puisqu'eux-mêmes n'ont pas de budget. Lorsque je vois les choix qui sont les leurs, notamment un siège à 3 millions d'euros par an de loyer, sincèrement, cela aussi fait un peu peur. Maintenant, vous voulez aussi acquérir la maison de Rouget de Lisle, pourquoi pas, mais pour en faire quoi et avec quel financement ? Nous avons aussi la maison de Danton que vous avez laissé détruire, nous avons le château dont vous êtes si fiers aujourd'hui et maintenant, vous êtes très contents de montrer des photographies, or, il fut un temps où nous aurions pu le préserver. Nous avons aussi le cinéma le Splendide, mais là, je vous accorde que la plupart des villes ont détruit ces cinémas de quartier très romantiques pour y mettre des supermarchés à la place. Là-dessus, vous n'êtes pas seuls.

À mon sens, ce budget, nous avons les moyens financiers contrairement à ce que vous racontez, malgré les difficultés que nous vivons tous nous avons les moyens pour réellement rendre attractive notre ville. Mais notre ville, je suis désolé, elle n'est pas attractive. Si vous vous promenez dans la rue, si vous discutez avec les commerçants vous verrez bien que les gens se désespèrent de plus en plus. Vous ne pensez pas cela, nous, nous le pensons fortement et non pas parce que nous sommes dans l'opposition, mais parce qu'il faudrait bien que quelquefois nous vous donnions des idées notamment pour sauver le petit marché de la Cuve. De temps en temps, nous aimerions bien que vous acceptiez de reprendre quelques idées ou du moins, essayer. Je ne dis pas que ces idées sauveront le marché, mais au moins essayons de faire quelque chose. Ce que nous constatons c'est qu'effectivement vous êtes très satisfaits de vos actions, effectivement pour certaines actions vous pouvez en être très satisfaits, « encore heureux » ! Il ne manquerait plus que cela, que vous ne fassiez que de mauvaises choses ! Non, vous avez fait de bonnes choses, mais sur le sujet de l'attractivité de la ville, nous ne voyons pas dans ce budget des investissements pouvant changer l'image de notre ville alors que la priorité est de la changer. Je me réjouis que quelques commerçants nouveaux se soient installés à Choisy-le-Roi. Je ne sais pas s'ils vous disent ouvertement ce qu'ils pensent, mais ils m'ont parlé et malheureusement les derniers arrivants, pour certains depuis six mois, ne pensent qu'à repartir, car ils jugent avoir été trompés. Vous prenez cela comme vous voulez, cela n'est pas une invention de l'opposition, cela n'est pas pour se battre frontalement. Personnellement, cela me désole s'ils partent et je fais tout pour qu'ils restent parce que j'aime ma ville. Nous allons devoir trouver des solutions avec ce budget, nous n'avons pas besoin d'argent supplémentaire, mais peut-être de travailler différemment pour changer les choses dans notre ville, je vous remercie.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Monsieur le Maire, chers collègues. Cela est toujours un avantage ou un inconvénient d'arriver en bout de course puisque l'essentiel a été dit par certains, par les collègues. J'aimerais juste rajouter quelques points, revenir avec vous sur les orientations budgétaires que nous avons défendues ici même lors du DOB. Rappelez-vous, nous avons dit la nécessité de continuer à interpeller l'État dans sa responsabilité, dans sa façon d'opposer justice sociale et urgence climatique, mais j'avais également dit que l'interpellation de l'État ne devait pas nous dispenser de faire preuve de volontarisme et de prendre notre part de responsabilité dans le défi climatique. Défi qui, à ce jour, est quasi journalier lorsque nous voyons par exemple la douceur de la saison que nous vivons. Certains peuvent s'en réjouir, mais pour les écologistes que nous sommes, non pas que nous voulions jouer les Cassandra, hélas cela n'est pas de bon augure. Tout cela pour dire que l'urgence climatique devait prendre toute sa part dans notre budget et que nous devons aussi faire notre part du colibri, l'image de Pierre Rabhi à toute sa place aussi à l'échelle d'une collectivité territoriale comme la nôtre.

Je me réjouis de voir que ce soir le budget qui nous est présenté prend le sens de cette trajectoire, je me réjouis de voir que le budget accorde une place à des questions notamment de mobilités alternatives, à ce sujet je me félicite du climat apaisé, de sérénité, de responsabilité, qui règne lors des débats et de la concertation sur les schémas cycliques, une question de mobilité en général dans les Gondoles sud et nord. Je pense bien sûr aux efforts consentis en matière d'isolation thermique sur les équipements et autres. Je me réjouis également de l'aménagement dont le parc Thorez fera l'objet. Bien sûr et cela devrait faire plaisir à mon collègue M. Briennon, deux jardins partagés, je le dis, car souvenons-nous lors des orientations budgétaires qu'il avait émis le souhait de plus de jardins partagés, ce que je partageais avec lui. Bonne nouvelle, Monsieur Briennon, nous en aurons deux et d'ici à la fin du mandat nous en aurons cinq, donc une moyenne de presque un jardin par an. Sans pour autant oublier que le budget prévoit aussi une consolidation de l'existant, des jardins qui déjà fonctionnent, non sans quelques difficultés, mais cela est ainsi, cela est aussi le jeu. Pour les questions énergétiques, avec l'effort en matière d'isolation thermique, un détail qui me tient à cœur, celui que notre ville s'est adjoint les compétences d'un agent qui aurait pour mission également d'identifier les lieux, les sources émettrices de gaz à effet de serre, ce point de détail est extrêmement important. Tout simplement, pour moi ce sont des débuts de réponse, car rappelez-vous que j'avais parlé justement de mon souhait, de mon vœu que je continue à nourrir, que nous puissions tracer localement une autre trajectoire de lutte contre les effets contre les émissions à effet de serre comme cela se fait partout, mais que même localement, nous puissions avoir une maîtrise là-dessus.

Tout cela pour vous dire que le budget de ce soir va dans le sens de ces réponses pour autant, devons-nous nous en satisfaire, être satisfaits de ces réponses ? Ma réponse est non et cela va bien sûr pour les questions climatiques, mais aussi pour les réponses apportées en matière de justice sociale. Nous devons aller encore beaucoup plus loin, concernant l'écologie j'aimerais vivement que nous puissions passer à l'avenir d'une écologie d'accompagnement à une écologie de transformation véritable et profonde de notre schéma ainsi que de notre façon de faire la ville. Sincèrement, il y va de la qualité de vie des populations, il y va bien sûr de la santé des populations, tout cela est aussi une réponse à l'enjeu de l'attractivité aujourd'hui. Les réponses l'écologie, ce sont des réponses économiques donnant de l'attractivité à notre ville. Les réponses sont amorcées, je l'ai dit pendant le débat concernant les orientations budgétaires, les petits pas sont nécessaires, utiles, mais malheureusement les changements climatiques, et je prends rendez-vous. Je vous invite à lire de la littérature sur ces questions-là, les saisons vont de nouveau nous rappeler l'acuité de ces questions climatiques en nous poussant à aller plus loin et plus vite, et j'ose espérer, ensemble. Je vous remercie Monsieur le Maire, chers collègues. Voilà pour ce qui est de notre avis pour ce soir.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Peut-être pour des éléments de réponses suite aux interventions des uns et des autres, Frédéric Tisler.

**M. Tisler :** Très brièvement, comme à l'habitude, mais des questions directes ont été posées et appellent certaines réponses, à l'exception peut-être de celle sur le terrain synthétique qui n'est pas ma délégation et peut-être quelqu'un est-il mieux placé que moi pour y répondre et serait-il peut-être préférable qu'il le fasse maintenant.

**M. le Maire :** Eh bien, je donne tout de suite la parole à Hassan Aoummis.

**M. Aoummis :** je vous remercie Monsieur le Maire. Cela sera très court après l'excellent exposé de Frédéric Tisler sur la quintessence de nos orientations politiques.

Mme Baron a posé une question technique. À cette question technique, je vais répondre par une réponse de fond. Le terrain synthétique concerne un club, celui de l'ASCR, que vous

connaissez certainement, où il y a 700 adhérents qui s'entraînent dans des conditions malheureuses depuis un certain nombre d'années sur un terrain que nous appelons le stabilisé. Pour votre gouverne, Madame Baron, le stabilisé est un terrain en terre battue qui génère beaucoup de poussière, et qui dit poussière, dit forcément problème de santé publique. Dans notre vision du respect de l'intégrité physique de nos sportifs, de nos enfants, de nos adultes, nous avons décidé la transformation du stabilisé en synthétique sur le terrain existant à Jean Bouin.

Évidemment, Mme Baron pose deux questions dans la question à savoir la nature de ce synthétique. Aurons-nous ces fameuses billes noires qui génèrent une polémique inconsidérée que nous devons considérer justement avec beaucoup de retenue puisque derrière cela il y a un marché financier phénoménal. Le nombre de terrains synthétiques en France se chiffre par milliers ce qui veut dire beaucoup d'argent pour les mêmes entreprises qui effectivement bénéficient des dividendes de l'État et aujourd'hui des collectivités à travers l'obligation de transformation. Nous avons veillé à ce que ce terrain synthétique ne soit pas un terrain de l'ancienne génération avec des billes qui posent problème et nous avons anticipé aussi puisque nous avons un autre terrain synthétique de cette nature qui arrive à une certaine obsolescence. Nous espérons, aujourd'hui nous nous battons, pour que le Conseil régional soutienne éventuellement ce projet de changement de tapis, un dossier a été envoyé.

Par rapport à cette question, et je prends la bonne distance des choses, le travail que nous avons fait n'est pas qu'un travail en direction des sportifs, c'est un travail dans lequel étaient impliqués de manière extraordinaire mon camarade et ami Bernard Boivin, qui a été saisi par les riverains par rapport aux émanations de ce terrain et qui génère une nuisance pour les sportifs, mais aussi pour les riverains. Aujourd'hui, nous nous réjouissons collectivement que ce projet arrive à terme et que finalement nous puissions résoudre cette question à travers la mise à disposition de ce terrain synthétique pour le bénéfice de tous. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Je vous remercie Monsieur Aoummis, je pense que votre réponse est très complète. Nous poursuivons, Monsieur Tisler.

**M. Tisler :** Je vais être comme le terrain, synthétique, mais pas cancérogène.

Madame Baron, vous pointez le montant des amendes. Quelques chiffres, vous verrez sur la maquette que j'ai remise pour votre groupe que l'estimation du produit des amendes est de 80 000 euros au budget primitif 2018, elle est de 100 000 euros au budget primitif 2019 et le dernier compte administratif dont nous disposons, à savoir 2017, montre un réalisé pour 2017 de 157 000 euros. Cela n'est pas une sous-estimation des recettes, M. Athéa dans son intervention a très justement dit que nos recettes n'étaient pas sous-estimées, mais je dirais qu'elles sont évaluées prudemment. Un budget primitif se construit par rapport aux budgets primitifs précédents et pas toujours par rapport aux comptes administratifs et sur les recettes, je persiste à dire que cela vaut mieux et que de toute façon nous l'aurons au budget supplémentaire et que nous le constaterons au compte administratif.

Sur votre notion des progressions des impôts et taxes, lorsque vous voyez cette progression en l'analysant comme un effort supplémentaire, je répondrai ainsi à une remarque de Tonino Panetta, je n'ai bien évidemment pas la même analyse. En effet, vous ne parlez pas de la progression des bases qui n'est pas un effort supplémentaire, mais qui constate simplement que Choisy-le-Roi, et nous le constatons par le nouveau chiffre de la population qui nous amène à environ 44 300. Nous avons une population supplémentaire donc les bases augmentent, et de surcroît, la notice vous dit bien que les modalités de calcul de l'évolution de ces bases nous n'avons pas pu les faire selon la dernière injonction qui nous en a été faite trop tardivement. Je me garderais bien moi de déduire un effort supplémentaire par

rapport à des bases qui augmentent mathématiquement avec notre population et dont les modalités de calcul sont pour le moment non figées. Là encore, je vous renvoie à la réalité du compte administratif et je vous rappelle que le produit des impôts et taxes est réévalué automatiquement par l'État de 1 % même si les collectivités territoriales s'attachent à ne pas faire progresser leurs taux d'imposition. De fait, mon analyse n'est pas exactement la même que la vôtre, mais je pense que cela ne surprendra personne, et en tout cas pas vous.

Sur les hausses de charges sur le SIRESCO, je vais aller un peu plus loin, je ne souhaitais pas le faire, mais je vais le faire tout de même devant vous. Il est vrai que nous constatons des hausses d'un côté, vous l'avez souligné, mais vous oubliez de parler des baisses de l'autre côté. Je vais aller plus loin dans l'analyse à faire de la masse salariale, je vous ai signalé que la ligne sur la rémunération des titulaires, les autres lignes continuent effectivement à augmenter, mais le fait de ne plus avoir à notre charge le personnel de la cuisine centrale minore l'augmentation des autres lignes. Lorsque nous faisons le calcul entre les parts réelles que nous constatons dans nos chiffres plus cette augmentation virtuelle qui n'a pas eu lieu puisque nous avons limité le nombre de nos agents, nous arrivons tout de même à un delta de 900 000 euros. Cela est dans la notice. Sur le SIRESCO, l'analyse que nous en ferons sera une analyse de qualité d'une part et une analyse financière d'autre part. Là encore, ce sera le compte administratif qui tranchera.

Monsieur Briennon, vous m'avez un peu surpris. Positivement d'un certain côté et j'ai bu vos paroles puisqu'au début du mandat je me souviens très bien que vous nous tacliez sur l'investissement en disant que nous ne faisons rien. Il y a le verbatim, cela est redoutable le verbatim des Conseils municipaux. Vous disiez il y a deux ou trois ans que notre budget d'investissement, si nous retirions les chantiers les plus importants que nous étions obligés de faire (Mandela, Langevin et Joliot-Curie), nous n'avions pas grand-chose. Je vous ai entendu avec plaisir cette année nous dire que cela était tout de même un investissement pertinent sur un certain nombre de choses et là, j'étais très content. Après, cela s'est dégradé en nous parlant de Rouget de Lisle et en nous demandant s'il n'y aurait pas quelque chose à faire autrement tout en nous citant le nettoyage. Seulement le nettoyage, cela est du fonctionnement voulant dire donc que finalement pour vous les propositions alternatives à Rouget de Lisle seraient davantage de fonctionnement ce qui aurait comme conséquence de mettre à la baisse notre capacité d'autofinancement donc d'amoindrir nos investissements. Là, je n'ai pas bien compris l'exemple que vous avez pris, vous en trouverez certainement d'autres. Vous avez peut-être même intérêt à en trouver d'autres dans l'investissement plutôt que dans le fonctionnement.

Ensuite, vous nous reparez de l'objectif de 1,2 % du contrat Cahors. Je vous rappelle deux choses. D'abord, nous ne l'avons pas signé et cela est un fait politique. Nous ne l'avons pas signé et nous avons constaté le fait que même pour ceux qui ne le signent pas il s'applique, car il est vrai que si nous dépensons 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement sur le réalisé, et non sur le budget primitif, nous sommes bien d'accord. Là aussi, il nous faudra voir ce que sera la réalité de l'exercice 2019, c'est-à-dire, après l'intégration des recettes et la constatation que nous ferons de nos dépenses réelles, nous devons voir quel sera le delta entre cet objectif qui nous est imposé et ce que nous aurons tenu. Nous avons pris la responsabilité de ne pas signer, nous avons même pris la responsabilité de nous dire que si nous dépassions largement, il y a des pénalités, nous nous donnerons les moyens, mais de toute façon nous ne dépasserons pas sensiblement ces 1,2 %. Cela fait partie du risque que nous prenons et du pari que nous faisons. Encore une fois, sur ce scandaleux objectif qui est fait et qui minore l'indépendance financière des collectivités territoriales, là aussi il y a un débat politique, bien évidemment.

Pour Rouget de Lisle, je vais quitter le technique, vous m'en pardonnerez, Monsieur le Maire, je pense que nous en aurons entendu autant de la part de l'opposition si nous

n'avions pas acheté Rouget de Lisle. Je le dis tranquillement et pour rester dans mon domaine c'est-à-dire celui de la finance, je pense que notre capacité d'acheter Rouget de Lisle est un indicateur de plus de la pertinence de notre budget, car Rouget de Lisle était loin d'être dans notre PPI. Mais, Rouget de Lisle s'est déclenché quand ? Il y a environ trois mois. Le fait d'être capable de faire cet investissement qui n'était pas prévu, au service d'un projet culturel qui sera débattu et élaboré, donc, au service de notre ville alors qu'encore une fois au départ cela n'était pas prévu, cela veut dire que notre souplesse budgétaire donc nos réactivités, donc notre capacité à suivre de près l'évolution de notre ville a trouvé là un exemple de plus. Cet achat, lorsque nous irons tous ensemble voir ce que nous serons capables d'en faire, c'est-à-dire un établissement recevant du public dans un cadre prestigieux, sera bien.

Monsieur Panetta, le château nous aurions pu le garder, au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les premiers choix ont contribué à mettre les voies ferrées le long des fleuves. Nous avons été peut-être un peu absents à réagir à ce choix fait dans la dernière partie du XIX<sup>e</sup> siècle.

**M. le Maire :** J'ai relu mes notes et vous avez bien raison, Monsieur Tisler, nous n'avons pas été bons.

**M. Tisler :** Sur le château, excusez-moi de décliner toute responsabilité à cet égard Monsieur Panetta, nous aurions bien voulu garder le château qui aurait pu être une belle gare de RER, prestigieuse comme celles que nous voyons à Moscou avec du marbre partout, mais nous n'avons pas pu le faire et cela est bien regrettable. Sur votre intervention, Monsieur Panetta, quant aux recettes fiscales qui augmentent très peu par rapport à l'augmentation de la population. J'ai donné un début de réponse à Mme baron, je pense que votre analyse n'est pas bonne. Là encore, cela ne vous surprendra pas. Vous en déduisez une paupérisation de la population, le débat est trop vaste pour y rentrer, mais je tiens à répéter avec force que nos bases n'ont pas été évaluées au budget primitif parce que nous n'avons pas pu le faire et nous l'assumons par rapport à une nouvelle consigne des services de l'État qui est arrivée tardivement. Nous n'avons pas été en capacité et en volonté de déséquilibrer tout l'équilibre du budget primitif tel que nous l'avons conçu parce que, finalement, nous aurions pu mettre davantage de recettes, car cette évaluation des bases nous aurait conduits à les gonfler. Encore une fois, je préfère des recettes prudentes qui nous amènent tous, à peu près, à un constat de pertinence de ce budget dans son fonctionnement, mais pas dans l'utilisation des fonds, dans la manière dont il fonctionne. Je préfère continuer sur cette ligne-là et réajuster au budget supplémentaire par décision modificative s'il le faut et constater aux comptes administratifs. Rendez-vous donc aux comptes administratifs 2019 et vous verrez qu'autour de celui de 2018, sur lequel nous travaillons maintenant, nous aurons des constats à faire en cette fin de mandat. Je vous remercie, j'espère ne pas avoir été trop long.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Je vais soumettre tout de suite au vote ce budget, je ferai quelques commentaires ensuite. Je sou mets au vote l'approbation du budget primitif sur l'exercice 2019, le budget principal.

*La délibération n°2 est approuvée à la majorité (31 pour ; 12 contre).*

**M. le Maire :** Je sou mets au vote l'approbation du budget annexe des parkings.

*La délibération n°3 est approuvée à la majorité (31 pour ; 2 contre ; 10 abstentions).*

**M. le Maire :** J'ai entendu plusieurs choses durant ce débat, ville qui se paupérise, ville qui n'est pas attractive, municipalité qui décide seule sans concertation, etc. Je suppose que l'ensemble de ces remarques sont de l'humour certainement intégré dans un mauvais

sketch. Par contre, ce que je relève, moi, c'est que bien entendu notre budget n'est pas neutre. La question de savoir comment nous l'analysons, et nous avons tous parlé là du même budget, et de fait nous n'avons pas les mêmes analyses parce que nous avons des divergences politiques. Je suis très content de ne pas avoir les mêmes points de vue politiques que M. Briennon, M. Panetta et Mme baron. Je suis très content du budget qui est le nôtre et qui n'est pas un budget neutre. Il est aussi le signe de nos choix politiques, des choix politiques qui sont réfléchis, qui sont assumés et qui pour moi répond à des attentes et à notre volonté de poursuivre notre démarche pour une ville durable de demain.

De ce point de vue, je tiens à vous remercier, à féliciter l'ensemble des élus de la majorité qui dans le cadre de ce mandat s'investissent sur l'ensemble des questions qui ont été développées ce soir dans les débats. En effet nous pouvons, je pense, nous féliciter de cette démarche renouvelée de l'agenda 21 et de l'acte II, avec tout le travail fort sur la transition énergétique, sur notre démarche en ville, sur l'ensemble de la ville. Je veux parler aussi du travail conséquent et de la mise en œuvre qui va avoir lieu sur l'espace public, car nous avons été très attentifs, et de fait, nous avons écouté la population sur ces sujets et nous avançons à grands pas. De même, sur les équipements publics, je suis d'accord avec Frédéric Tisler, je pense qu'aujourd'hui M. Briennon a du mal à dire les choses, car lorsque nous regardons les investissements et l'évolution de la ville, je pense qu'il est un peu étroit dans son costume vu l'ensemble de la modification et des investissements réalisés sur la commune durant cette mandature. Nous continuerons à faire sur le budget 2019 de même sur les questions de mobilités, de déplacements en ville. Je pense que nous pouvons être fiers de ce budget et fiers de pouvoir le présenter devant la population dans une démarche éducative et pédagogique. Cette présentation aura lieu le 14 mars.

Bien, je vous propose que nous poursuivions ce Conseil municipal avec l'approbation des conventions relatives à la mise en place d'un nouveau projet éducatif territorial.

## **ENFANCE**

### **→ 4. Approbation des conventions relatives à la mise en place d'un nouveau projet éducatif territorial (PEDT) et du plan mercredi**

**M. le Maire :** Y a-t-il eu des remarques en Commission sur ce sujet ?

**M. Briennon :** Non, pas de remarques de fond sur ce projet, mais comme cela a été mentionné à la Commission petite enfance, nous souhaiterions qu'il puisse y avoir une réflexion autour de la gouvernance de ce projet. Sans entrer dans le détail, nous avons deux instances globales de gouvernance du projet pour le moment : une instance de pilotage politique et une instance de suivi. Il nous semblerait pertinent que l'instance de suivi regroupe des sensibilités différentes, qu'elle puisse être élargie. Nous ne mettons pas en cause la vision d'évaluation et de suivi des réalisations déterminée d'un point de vue politique. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Je vous remercie, Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Il est vrai qu'il serait souhaitable dans ce projet d'avoir une démarche co-éducative responsable et de donner à chaque acteur sa légitimité. Ses activités seront multiples et à ce niveau-là nous comprenons des acteurs de l'Éducation nationale et des acteurs associatifs ce qui est une bonne chose pour le choix des enfants. Le parcours d'éducation artistique (PEAC) de l'Éducation nationale met en cohérence les enseignements artistiques et je voulais demander à Madame Juhel si un bilan sera établi au terme des projets et envoyé aux partenaires financiers comme la CAF pour conserver un contrôle sur la qualité de l'accueil et l'assiduité des enfants. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Sur les deux interventions, Françoise Juhel et Patrick Hervy ensuite.

**M<sup>me</sup> Juhel :** Nous avons répondu en Commission sur les instances, car l'instance politique qui donne ses consignes au directeur des centres de loisirs, c'est évidemment une instance des élus de la majorité. Par ailleurs, sur l'évaluation, un groupe technique évalue ce qui est fait dans les centres de loisirs avec des statistiques de fréquentations et qui sont les comptes rendus des services de la ville, leurs financeurs.

En revanche, nous avons montré que nous n'étions pas contre avoir une réflexion avec l'opposition sur des sujets éducatifs de deux manières. D'abord la Commission éducation est l'instance de concertation avec les élus de l'opposition où le président a bien rappelé qu'il était prêt à débattre de tous les sujets autres que ceux qui étaient à l'ordre du jour du Conseil suivant. Nous y avons d'ailleurs parlé de l'informatique qui n'était pas à l'ordre du jour, mais jusqu'à présent, c'est nous qui proposons les sujets. Si les élus de l'opposition souhaitent que des sujets soient mis à l'ordre du jour de la Commission, cela est tout à fait possible. Par ailleurs, dans le cadre du projet éducatif local qui est plus vaste qu'uniquement l'organisation des centres de loisirs, je pense que dans les instances de suivi et de concertation, de la même manière, nous ferons place aux parents. Dans la réflexion sur le projet éducatif local, je vois tout à fait une ouverture possible à la présence d'élus de l'opposition dans le suivi du projet éducatif local.

**M. le Maire :** Je vous remercie, Patrick Hervy.

**M. Hervy :** Je vous remercie, Monsieur le Maire. Deux réactions rapides, Françoise Juhel vient de le rappeler, mais je le redis afin que cela soit bien entendu puisque cela a été présenté en Commission. Des sujets passent en Conseils municipaux, ils sont étudiés. Bien évidemment, si vous avez des questions et je pense que cela est valable pour toutes les Commissions, mais pour cette commission-là il a été rappelé très clairement à l'ensemble des élus présents qu'ils pouvaient tout à fait nous interpellier sur une question. Charge à eux, quand même de nous laisser le temps de l'instruire, car personne ne se présente deux jours avant avec une question.

Je profite de cette parenthèse suite à un point que nous avons pointé sur la question du budget, sur le numérique, où il n'a pas été répondu. La réponse concernant ce que vous appelez la Smart City, que j'aurais tendance à appeler ma ville dans ma poche pour rester un peu franco-français, n'oublions pas les bonnes choses et les bonnes valeurs. Sachez que Ville Internet, association à laquelle nous sommes adhérents, ne partage absolument pas votre avis puisque l'année qui vient de s'écouler nous avons eu une quatrième arobase qui est la reconnaissance du développement numérique sur la ville d'une année sur l'autre.

**M. le Maire :** Cela est un bon élément de réponse avec tout le travail qui est fait sur le numérique et les nouvelles technologies sur la ville. Voulez-vous apporter un élément de complément Madame Juhel ?

**Mme Juhel :** En effet, j'ai oublié de répondre à la deuxième question de Mme baron qui est que bien entendu nous avons un rapport d'activité sur l'activité du plan mercredi qui est transmis à la CAF. De plus, il n'y a aucun problème pour que ce rapport soit communiqué à l'opposition et qu'éventuellement, nous en discutons en Commission.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Nous passons au vote. Monsieur Panetta, je ne vous avais pas vu lever la main. Allez-y.

**M. Panetta** : Le projet, nous allons le voter. Je voudrais tout de même faire une remarque. Nous parlons de l'enfant et moi ce qui me fait toujours peur dans ces projets, c'est que ce temps doit appartenir à l'enfant. J'espère, je fais confiance aux gens, qu'il y aura une étroite collaboration avec le monde éducatif et les parents. Certes, cela va de soi, mais cela n'est pas toujours évident, je ne sais pas si, par exemple, le nombre d'enfants qui allaient régulièrement au cinéma n'était pas en réalité un souhait du monde éducatif, cela était peut-être une facilité. Je voudrais que nous évitions ces facilités, mais au-delà de cela, plus profondément, il me semble que cette journée doit appartenir à l'enfant et moi je revendique encore à mon âge le droit à la paresse, le droit à rêver, le droit à ne rien faire. Cela est important pour l'enfant et j'espère que cela sera aussi dans la réflexion. Ainsi, je serais passionné de pouvoir éventuellement assister à des Commissions. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Je vous remercie. Nous passons aux voix.

*La délibération n°4 est approuvée à l'unanimité.*

## **BÂTIMENT**

### **→ 5. Réaménagement et mise aux normes du centre de loisirs maternel des Gondoles – Autorisation à donner à Monsieur le Maire pour signer la demande de permis de construire**

**M. le Maire** : nous passons aux questions urbanisme, transports et bâtiments. Aménagement et mise aux normes du centre de loisirs maternel des Gondoles. Avez-vous des remarques, des demandes d'explications ?

**M. Id Elouali** : Nous avons une intervention à ce sujet.

**M. le Maire** : Je donne la parole à Mme Guinery.

**M<sup>me</sup> Guinery** : Même si ce sujet paraît accessoire, je voulais dire que nous ne nous opposerons pas, nous nous abstenons par principe sur ces deux notices. Non pas bien sûr pour s'opposer à une mise aux normes indispensable du centre de loisirs des Gondoles pas plus que nous nous opposons à une extension du centre de la Prairie qui va répondre non seulement aux besoins actuels, mais qui offrira de nouveaux services. Nous nous opposons, car ces deux projets, nous l'avons déjà signalé, sont la résultante de la destruction de la Calypso pour la construction, là aussi indispensable, d'un quatrième collège. Cette décision a, à nos yeux, malheureusement souffert d'un déficit de communication sur les scénarios possibles ou impossibles, qui dans certaines situations sensibles comme celle-ci, sont susceptibles de ne pas être compris. Dans ce cas, tous les ingrédients étaient réunis. Nous devons répéter, informer, très en amont, d'ailleurs vous devriez voir les réactions. Même si nous sommes d'accord sur cette création, cette abstention est un signal d'alerte afin de bien montrer que parfois le travail commence très en amont. Cela est évident pour beaucoup, mais cette décision évidente est loin de l'être pour certains, pour un plus large public, ce que nous pouvons comprendre. Ainsi, fidèles à notre dernière intervention, ce n'est pas une abstention contre ces projets, mais par rapport à une question de méthode.

**M. le Maire** : Bien, y a-t-il d'autres remarques ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Nous avons fait la même analyse que j'avais exposée en réunion de groupe sauf que sur le prochain point nous serons beaucoup plus sévères, nous allons voter contre. Soit nous en parlons tout de suite, soit nous en parlons ensuite.



**M. le Maire :** Normalement nous ne sommes que sur le premier, mais Mme Guinery a parlé des deux.

**M. Panetta :** Sur le premier, nous avons fait les mêmes analyses pour les mêmes raisons. Cela nous embête beaucoup, car nous nous sentons un peu piégés parce que nous voudrions voter pour parce qu'effectivement une remise aux normes est nécessaire. Malheureusement, pour les mêmes raisons, nous allons nous abstenir sur ce point.

**M. le Maire :** Madame Baron.

**Mme Baron :** Nous, nous allons voter, car ce projet est tout ficelé, il nous est sorti récemment du chapeau et comme cela vient d'être dit, nous avons l'impression, le sentiment que la majorité va écrire l'histoire de la ville sans ses habitants. Tout est déjà fait, la livraison est prévue, le coût, les architectes, etc. La majorité décide seule, il n'y a pas de concertation ou si une se tient, tout est fait d'avance. Vous vous arrangez pour que les décisions tactiques retracent tout de suite l'image de la ville, d'un côté la reconstruction, de l'autre côté nous allons faire un collège, etc., et tout cela dans la précipitation. Je ne vois pas pourquoi, comme dit ma collègue, nous devons discuter avant. Vous pouvez peut-être arriver après à ce que vous désirez, mais en nous expliquant. Nous devons élaborer aussi avec les habitants, ne pas les mépriser. Je le perçois un peu comme le système En Marche modem. Nous, nous allons voter contre ces deux projets.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Madame Juhel.

**Mme Juhel :** Je crois que cela est un peu compliqué parce que nous concertons lorsque nous avons des choses à concerter c'est-à-dire que sur le collège, la nécessité d'un collège nous le savons depuis un certain temps et dans une démarche avec le département la ville doit fournir un terrain. Nous avons recherché quel terrain la ville pouvait fournir. Or, si nous avions eu du choix, nous aurions concerté sur le choix du terrain. C'est parce qu'il n'y avait pas de choix que la concertation ne s'est pas tenue. La concertation est sur les modalités, sur le comment, sur l'accompagnement.

Maintenant, sur les centres de loisirs, une concertation très importante s'est déroulée avant de vous proposer ce projet. Mais avec qui la concertation ? Avec les responsables de centres de loisirs, avec les personnels, avec tous ceux qui accueillent les enfants. Nous pensions qu'il n'était pas raisonnable dans une ville comme Choisy-le-Roi d'avoir des centres de loisirs qui n'allaient servir que les mercredis et les vacances donc, nous avons aussi fait une concertation avec la Tannerie, avec le théâtre, avec les centres sociaux sur comment répondre à des besoins que les habitants expriment par rapport au conservatoire, de dire cela est trop loin, qu'ils préféreraient des choses proches de chez eux. Il y a eu la concertation de manière à ce que ce ne soit pas un projet d'architectes qui tombe du ciel, mais que cela prenne en compte les besoins. La concertation avec la population, ce que nous expriment les habitants des Gondoles ce n'est pas une expression de besoins d'intérêts généraux, ils ne nous parlent même pas du besoin de collèges de leurs enfants. Ils nous parlent de ne pas vouloir être dérangés, de ne pas avoir d'adolescents à leurs portes, car cela va faire du bruit, de ne surtout pas avoir des adolescents de Villeneuve-Saint-Georges (là, c'est tout juste s'ils n'ont pas la peste).

Moi, j'entends que vous avez envie qu'il y ait de la concertation, mais nous avons l'impression d'en faire énormément. Nous pouvons toujours faire plus, mais donner l'impression que tout se concerte, que nous allons attendre deux ans de savoir si nous achetons la maison qui est à vendre maintenant. Qu'attendons-nous ? Qu'il y ait un immeuble dessus ? Et nous concertons pendant deux ans pour qu'à ce moment-là la maison

soit vendue, qu'un immeuble s'y trouve à la place et nous nous lamenterons au prochain mandat sur cette maison qui a été détruite et la ville qui n'a rien fait. Je suis un peu désarçonnée parce que je trouve qu'il y a des limites à la concertation. Je crois que nous sommes prêts à discuter du contenu des centres de loisirs, nous avons essayé d'écouter les besoins des habitants qui voulaient des salles des fêtes, qui voulaient des lieux de réunion, les besoins, etc. Je trouve que cela est regrettable que vous ne votiez pas ces projets.

**M. le Maire :** Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Je tiens à ce qu'il n'y ait pas d'amalgame sur le sens que nous en donnons. La question ne portait pas sur la concertation. Je réponds à Mme Baron et Mme Guinery et à la distance que je viens de prendre avec votre position et le sens que vous donnez à votre vote. Nous ne sommes pas sur la question de la concertation. Nous nous abstenons pour une question de cohérence avec notre avis. Le lieu n'est pas de débattre de la Calypso ce soir. Sincèrement, les deux délibérations ne prêtent pas à concertation, nous nous abstenons tout simplement, car nous continuons à penser que la destruction de la Calypso est pour le moins discutable même si nous sommes pour un collège. Cela s'arrête là, cela n'est pas une question de concertation sur ces deux délibérations. Je vous remercie et je vous remercie de noter la distance que nous prenons avec votre vision des choses.

**M. le Maire :** Je vais réagir sur cette histoire de débat, de concertation, de consultation, d'implication de la population aux choix municipaux.

D'une part, je crois que tous ici il faut que nous réfléchissions à ce que veut dire la démocratie représentative. Eh oui, M<sup>me</sup> Baron ! À vous écouter, la démocratie représentative n'aurait plus aucun pouvoir dans cette ville ! Il faudrait tout mettre à discussion ? Mais les élus du peuple que nous sommes, bien sûr, que nous devons prendre nos responsabilités, nous avons été élus pourquoi ? Et tous les élus, quelles que soient les institutions dans lesquelles ils siègent, ont à prendre leurs responsabilités. Que ce soit dans une commune, dans un département, à la région et à l'Assemblée parce que vous-mêmes vous n'avez qu'à interpellé à ce moment-là les députés pour qu'ils ne prennent pas de décisions sans nous en parler auparavant et que tout soit décidé par le peuple souverain. Mais la démocratie ne fonctionne pas ainsi.

Je suis convaincu de deux choses. Oui il faut de la démocratie représentative, mais il faut de la démocratie participative et personne, personne ici ne peut oser nous faire le procès (à notre majorité) de ne pas être dans cette démarche. Regardez depuis le début du mandat, tous les lieux de discussion possible et avec qui que ce soit, nous ouvrons la porte à tout le monde et même devant des promoteurs sur chaque projet. Qu'est-ce que le dispositif « *Un projet dans mon quartier* » ? L'avez-vous vu dans une autre ville ? Dans une ville que vous dirigez, Mme Baron, que vos amis dirigent ? Cela n'existe pas ! Ils ne savent même pas ce qu'est la discussion, la démocratie locale et l'implication des citoyens à leurs décisions ! Allez voir juste à côté, demandez à Richard Dell'Agnola combien de fois il permet à sa population de discuter ses projets, jamais, jamais, Mme Baron ! Alors, s'il vous plaît balayez, mais ne balayez pas devant notre porte, mais devant celle de vos amis. Aujourd'hui dans cette ville il n'y a pas un espace qui ne soit pas un espace de débat, un espace de discussion. Bien évidemment, nous ne sommes peut-être pas d'accord ensemble, mais moi ce que je demande à mes services c'est que le triptyque fonctionne, le triptyque entre les citoyens, entre les élus et entre les agents communaux, c'est cela qui est important. Si des fois nous n'allons pas dans le sens de la réflexion des citoyens, cela peut arriver, il faut mesurer ces discussions que nous avons d'une part, cela représente quoi, peut-être même pas 1 % de la population, de ceux qui ne sont pas d'accord avec nous. Ce 1 % doit-il faire la loi dans cette ville ? Je ne le crois pas, cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne faut pas que nous les écoutions et cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne faut pas, parfois, que nous

adaptions notre réflexion, cela s'est déjà produit. Regardez, par exemple, le travail qu'a mentionné Ali Id Elouali sur la mobilité dans les Gondoles. Nous avons pris acte que peut-être une erreur avait été faite, que nous n'avions pas été assez pertinents, mais nous avons retravaillé autrement et pourtant il y avait déjà eu des ateliers, Madame Baron. Ces ateliers participatifs avaient donné le projet qui fut contesté après par d'autres, eh oui, Madame Baron !

Nous avons su nous adapter et faire en sorte qu'il y ait de nouveau de la démocratie dans notre ville. J'entends vos propos, que vous ne dites pas pour la première fois, cela fait trois ou quatre ans que je les entends : le maire décide tout seul, la municipalité décide seule. Non, la municipalité ne décide pas seule, par contre, il y a une instance qui existe, c'est le Conseil municipal et le Conseil municipal est souverain. Si vous n'êtes pas d'accord avec cela, demandez à votre député de changer la constitution. Pour le moment cela fonctionne ainsi et je suis fier d'être dans cette démarche qui est commune à la fois de respecter la démocratie représentative et de faire en sorte que la démocratie participative fonctionne. Personne ne peut nous faire ce procès-là dans cette ville.

Bien, à partir de là, les uns et les autres s'étant exprimés sur leur situation de vote je me permets donc de demander qui s'abstient. Non, pas sur les deux parce que les votes sont dissociés et certains vont voter différemment.

*La délibération n°5 est approuvée à la majorité (29 pour ; 2 contre ; 12 abstentions).*

**→ 6. Construction d'un centre de loisirs élémentaire et d'un restaurant périscolaire sur le site de la Prairie – Autorisation à donner à Monsieur le Maire pour signer la demande de permis de construire,**

**M. le Maire :** Nous étions sur les Gondoles. Sur la Prairie, qui s'abstient ?

**M. Panetta :** Excusez-moi, Monsieur le Maire. J'ai demandé la parole sur la Prairie et vous m'avez répondu que cela viendrait ensuite.

**M. le Maire :** Oui, Monsieur Panetta, allez-y.

**M. Panetta :** Nous avons des commentaires, car nous allons voter contre pour plusieurs choses. Encore une fois, à notre corps défendant, nous sommes navrés de voter contre, mais nous nous sentons piégés. Nous ne sommes pas contre nous ne sommes pas contre améliorer la Prairie et les bâtiments, nous ne sommes pas contre faire une salle, mais voter pour cela veut dire donner un blanc-seing à la démolition de la Calypso et cela n'est pas possible. Lorsque nous avons parlé de la Calypso, nous avons découvert ce projet de détruire la Calypso au Conseil, je suis désolé, nous n'avons pas eu de concertation sur le fait de la détruire. Personnellement, en tant que Conseiller, jamais mon avis n'a été demandé, jamais je n'ai assisté à une Commission où il nous en a été parlé. Il nous en a été parlé une fois que cela fut fait. Dans tous les cas, comme vous dites, la discussion n'est pas là, vous êtes la majorité donc vous avez le droit d'essayer de l'appliquer.

Par contre, je relève une incohérence, petite parenthèse politicienne, c'est que tout à l'heure vous avez dit que vous soutenez les gilets jaunes. Eh bien justement, les gilets jaunes ne veulent plus. Les gilets jaunes veulent faire les lois eux-mêmes, mais ils sont justement contre la démocratie représentative donc là je ne comprenais plus très bien, mais ce n'est qu'une parenthèse. Par contre, sur le sujet qui nous touche au premier chef sur la Prairie, l'autre aspect est que vous comptez sur l'argent qui serait donné par le département, mais attention, des recours auront peut-être lieu. Peut-être que le projet sera bloqué, peut-être

que nous n'aurons pas ces 3 millions d'euros donc cela me semble prématuré de nous faire voter cela et moi je ne veux pas faire des investissements en étant soumis au fait que nous puissions toucher ou pas une somme. Rappelez-vous, et vous l'avez dit, que ce sont mes amis qui ont fait cela, non, ce ne sont pas mes amis, ce sont les habitants. Ce n'est pas parce que je connais une ou deux personnes dans ce groupe que ce sont mes amis et que je leur ai demandé de faire cela. La maison médicale fut bloquée par un recours et je crains que nous tendions vers le même scénario.

Lorsque le problème du collège est venu au Conseil municipal, bien sûr je vous rejoins, bien sûr je suis d'accord, nous l'attendons depuis longtemps ce collège. J'ai bien dit que cela est indispensable et que cela est une chance d'avoir un collège à Choisy-le-Roi, mais nous nous sommes abstenus. Entre-temps, des problèmes techniques m'ont été présentés, des soucis techniques, par une personne qui s'y entend puisqu'elle présidait à la direction technique de cette ville. Je vais lui faire confiance ou alors cela veut dire que tout ce qui a été fait à Choisy-le-Roi a été fait en dépit du bon sens. Je ne vais pas citer de nom, mais je pense qu'il en connaît plus que moi et il m'a amené certains arguments qui sont recevables et qui sont inquiétants. C'est la raison pour laquelle, là, nous allons voter contre. En conférence des Présidents, je vous ai dit qu'il y avait peut-être un terrain en allant vers Villeneuve-Triage, vous m'avez dit oui, mais l'île aux oiseaux, etc. Là je vous rejoins, je suis d'accord, il n'est pas question de faire cela sur un site protégé. Mais nous voyons tous en partant de la piscine jusqu'à Villeneuve-Triage que de nombreuses zones importantes sont libres, je pense à une zone en particulier où les terrains sont nombreux et très peu d'entreprises y sont installées. Nous pourrions les regrouper, pourtant je suis pour l'entreprise, libérant du terrain quitte à indemniser pour y faire le collège. Peut-être qu'il sera plus éloigné de Choisy-le-Roi que de Villeneuve-Saint-Georges, mais cela n'est pas la question, il est dans la droite ligne entre Choisy-le-Roi et Villeneuve-Saint-Georges.

Mon reproche est que cette recherche de terrain, nous ne l'avons pas connue, notre avis ne nous a pas été demandé, nous n'avons pas pu émettre des idées. Nous aurions pu nous aussi mettre des connaissances à la recherche de ce terrain et effectivement là où je serais d'accord avec Mme Baron, c'est que cela nous a semblé précipité. Je n'ai pas l'impression que nous avons réellement cherché d'autres solutions. C'est pour cela que nous allons voter contre. Sur des arguments que vous avez exposés, je suis d'accord avec vous, mais permettez-moi d'être désolé, nous ne pouvons pas voter pour, cela n'est pas possible.

**M. le Maire :** Patrick Hervy.

**M. Hervy :** Je vous remercie Monsieur le Maire. Lorsque je vous écoute, mes chers collègues de l'opposition, nous parlions budget et nous avons été assez critiqués sur le fait que cette ville ne se développait pas suffisamment bien. Maintenant, nous passons sur un autre volet où l'ensemble de l'opposition, tous groupes confondus, critique une évolution sur laquelle nous faisons tous, et j'espère qu'il y a un consensus sur ce point, une priorité pour la jeunesse, pour l'enfance. Nous discutons de deux sujets sur lesquels, collège ou pas collège, Calypso ou pas Calypso, nous aurions été amenés au cours de ce mandat, je parle sous couvert de Monsieur le Maire, à discuter et à engager un certain nombre d'actions en direction de ces deux centres de loisirs pour la simple et unique raison qu'ils doivent être modernisés. Ils sont anciens, ils ne répondent plus aux besoins pédagogiques d'aujourd'hui. Pédagogique, cela est un peu déplacé, mais quand même éducatif, une modernisation des restaurants scolaires et en même temps de régler un problème que nous avons aussi sur cette question sur les Gondoles qu'il faut complètement dissocier, indépendamment de la question financière, mais que nous aurions de toute manière été amenés à régler autrement. Là, c'est une question d'opportunité pour le développement des centres de loisirs qui sont en capacité d'accueillir nos enfants. Tout à l'heure, j'entendais M. Briennon dire que cette ville ne se développe pas, qu'elle n'est pas moderne, etc. Là, nous modernisons nos installations

et nous nous retrouvons avec une opposition qui systématiquement vote contre des projets en disant qu'ils sont pour.

Il arrive un moment où nous devons cesser d'être dans ces contradictions-là, arrêtez de raconter une autre histoire aux gens. Si vous êtes dans une obstruction complète sur un certain nombre de projets, dites-le et assumez-le. N'entrez-pas dans ce genre de démarche sous caution d'un autre exemple qu'il nous faut traiter autrement, en relation avec les gens concernés et la partie éducative des futurs parents et des futurs élèves du collège qui est une autre question. Je suis un peu surpris de ce comportement et de cette façon de réagir en face de deux projets que vous avez sous les yeux où des études ont été menées. Si nous commençons à faire les études techniques en concertation avec les architectes et que les entreprises se mettent à regarder... Je suis désolé, mais à un moment donné il faut bien que nous développions des projets et que nous avancions en regardant en fonction des installations que nous avons ce que nous sommes en capacité de faire. Cela est de l'économie, de la technique qui est derrière, voilà.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Madame Baron et ensuite nous passons au vote.

**M<sup>me</sup> Baron :** je vous remercie Monsieur le Maire. Je comprends, cela est un discours de sourds. Nous vous disons que nous venons de recevoir les documents, je ne l'ai su que vendredi. Je suis allé voir M. Diguët qui a consenti à me montrer le plan, car je me demandais ce que j'allais voter, si j'allais voter à l'aveugle ou si vous m'imposiez de voter quelque chose.

**M. le Maire :** Je ne vous impose rien, Madame, si vous voulez voter contre, vous voterez contre.

**M<sup>me</sup> Baron :** Vous demandez à des élus de porter caution à quelque chose les yeux fermés, comme cela ? Nous n'avons pas vu les documents. Moi je suis pour un centre de loisirs élémentaire, j'étais allée voir M. Diguët et il a bien compris mon besoin. Je les ai vus deux minutes, mais cela n'est pas fondé, nous sommes en droit de nous poser des questions n'est-ce pas ? En tant qu'élus nous sommes responsables et nous ne pouvons pas voter quelque chose du jour au lendemain, il fallait le faire bien en amont.

**M. le Maire :** Monsieur Panetta et nous passons au vote.

**M. Panetta :** Un petit mot pour répondre à M. Hervy qui nous pense dans l'opposition systématique. Je ne suis pas du tout dans une opposition première, dans l'obstruction, pas du tout. Je vais répéter, essayer de me faire mieux comprendre dans ce que j'ai dit. Nous n'avons pas la preuve qu'il n'y a pas d'alternative. Je suis prêt, si nous faisons ensemble une étude et pas dans quatre ou cinq mois, que nous nous mettons tous à rechercher un terrain quitte à ce qu'il soit...

**M. le Maire :** attendez, je vous arrête tout de suite M. Panetta, il y a eu la réunion publique où le projet a été présenté en présence des services départementaux.

**M. Panetta :** Ce que je voulais vous dire c'est que je suis prêt à voter la destruction de la Calypso si nous n'avons pas d'autres solutions. Pour l'instant, nous sommes convaincus qu'il y a des alternatives.

**M. le Maire :** Nous n'avons pas d'autres solutions, cela a été présenté en réunion publique de plus, cela n'est pas la question.

**M. Panetta :** Présenter, cela n'est pas la preuve, vous nous avez dit qu'il n'y avait pas d'autres solutions, mais moi, quitte à trouver un terrain à la limite, qu'il soit sur Villeneuve-Saint-Georges cela ne me pose pas de problème parce que les Choisyens et les Choisyennes iront au collège.

**M. le Maire :** Très bien, je vous mandate pour dans 15 jours, trouvez-moi un terrain gratuit.

**M. Panetta :** Dans 15 jours alors que cela fait des mois que vous y travaillez !

**M. le Maire :** Vous êtes plus fort que les services du département qui y travaillent depuis cinq ans, Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Alors, donnez-moi cinq ans pour trouver un terrain et je vous le trouve. Vous avez eu besoin de cinq ans pour arriver à la conclusion qu'il fallait détruire la Calypso, là, vous vous enfoncez. Il me semble que c'est vous qui faites preuve d'autoritarisme en nous disant que non, que cela a été présenté, etc. Vous n'entendez pas nos arguments, nous sommes constructifs, nous sommes conscients du problème que vous avez, nous savons que cela est très important, car nous l'attendons depuis longtemps ce collège, mais de temps en temps, il faudrait que la population et nous-mêmes soyons convaincus et il n'est pas difficile de nous convaincre, il est possible qu'il n'y ait pas d'autres terrains.

**M. le Maire :** Je vous le dis encore une fois, Monsieur Panetta, nous n'avons pas d'autres alternatives, cela a été présenté en réunion publique, les services du département étaient là, l'ensemble des études ont été faites sur l'ensemble des terrains, il n'y a pas d'autres possibilités sur du foncier gratuit en échange avec le département. Françoise Juhel nous l'a bien dit, si nous avions eu d'autres alternatives de choix et si nous avions été dans une dynamique de choix, comme je l'ai fait pour ConviSport, comme nous l'avons fait avec l'ANRU et Gabriel Roche et Patrice Diguët sur les navigateurs. Je suis le seul maire, peut-être en France, à avoir fait une votation citoyenne sur l'ANRU. Nous l'avons fait et même, nous avons été récompensés pour cette démarche-là sur le plan national avec la gazette des communes et le ministère de l'Environnement et je suis très fier d'avoir été jusqu'au bout de cette démarche. Après cela, vous me faites le procès en disant que je ne consulte pas et que je ne consulte pas. Eh bien, je préfère entendre une reconnaissance nationale et en être fier plutôt que d'entendre ce qui est dit dans la bouche de certains.

Bien, nous passons au vote sur cette deuxième proposition de construction et d'évolution du centre de loisirs élémentaire dont nous avons effectivement besoin. Même si nous avons gardé la Calypso, nous en aurions eu besoin au regard de l'évolution de notre population. De plus, regardons le positif parce qu'à travers la nouvelle construction non seulement nous agrandissons un centre élémentaire, mais nous permettons aussi pour les Choisyens d'avoir une nouvelle salle pour leurs fêtes et leurs cérémonies familiales. J'en suis très content et je suis certain que les Choisyens nous rendront cette démarche-là puisqu'ils en seront eux aussi fortement satisfaits. Nous passons au vote.

*La délibération n°6 est approuvée à la majorité (29 pour ; 10 contre ; 4 abstentions).*

## **URBANISME – TRANSPORT**

### **→ 7. Mobilisation pour le maintien intégral de la ligne 15 du Grand Paris Express**

**M. le Maire :** Nous passons au transport avec la mobilisation pour le maintien intégral de la ligne 15 du Grand Paris Express. La notice est-elle assez explicite, avez-vous besoin d'explications ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Nous allons voter, mais pour nous cela n'est pas une délibération, mais un vœu donc cela posait problème au sein du groupe, car ils ne comprenaient pas pourquoi ils devaient se prononcer pour d'autres villes au sein du Conseil de Choisy-le-Roi. En réalité, nous sommes concernés et nous sommes d'accord, nous allons voter pour, mais comme je vous l'ai dit nous aurions vu cela sous forme de vœu.

**M. le Maire** : Nous avons un vote puisque c'est un avis, une délibération comme quoi la municipalité soutient cette démarche-là. Oui, c'est un vœu, mais c'est une délibération, il est présenté comme une délibération du Conseil.

**M. Id Elouali** : Nous avons relevé avec M. Panetta cet aspect lors de la Commission et je pense que nous étions tous d'accord sur le fait qu'il fallait voter favorablement puisqu'en lien avec les enjeux climatiques dont j'ai parlé, nous avons besoin de donner de l'attractivité aux transports collectifs, aux alternatives non polluantes donc cela va bien sûr dans le sens de cette exigence et de cette aspiration pour laquelle nous devons tous travailler et œuvrer.

**M. Panetta** : Je précise que les interconnexions qui étaient remises en cause, d'autant plus scandaleux puisqu'il y a eu des expropriations et déjà 200 millions d'euros d'engagés. Nous voyons là le sérieux de la gestion des deniers publics. Je voudrais aussi remercier, une fois n'est pas coutume, la présidente de la région Île-de-France qui a débloqué 100 millions d'euros pour aider à ce que ce projet se réalise. Je tire mon chapeau à Mme Péresse qui débloque 100 millions d'euros pour ce projet, voilà, travaillons ensemble.

**M. le Maire** : Bien, je vous remercie. Madame Baron, rapidement.

**M<sup>me</sup> Baron** : Ce système ne fonctionne que s'il est bouclé, cela est une rocade donc nous votons l'exigence de la poursuite de la mise en œuvre.

**M. le Maire** : Je vous remercie et je soumetts au vote.

*La délibération n°7 est approuvée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Je vous remercie de cette démarche, car ce sujet est important pour l'avenir, pour l'ensemble de notre banlieue.

#### **→ 8. Approbation de la convention d'occupation temporaire entre Voies Navigables de France et la commune de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire** : Nous passons à l'approbation de la convention d'occupation temporaire. Il s'agit d'une convention entre la ville et Voies Navigables de France, cela vous pose-t-il des problèmes ? Nous passons au vote.

*La délibération n°8 est approuvée à l'unanimité.*

#### **→ 9. Acquisition de la partie commune de la copropriété du 62bis/64 rue d'Alsace Lorraine (S 51)**

**M. le Maire** : Ce point pose-t-il problème ? Je vous remercie.

*La délibération n°9 est approuvée à l'unanimité.*

## HABITAT

### → 10. **Projet de renouvellement urbain : approbation du protocole de relogement de la résidence sociale ADEF située 17-29 rue de la remise aux faisans**

**M. le Maire** : Pas de problème là-dessus non plus ? Je vous remercie.

*La délibération n°10 est approuvée à l'unanimité.*

### → 11. **Résidence sociale ADEF fine : approbation de la convention de mise à disposition de dix logements au comité local pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)**

**M. le Maire** : De même, le fait de mettre à disposition des logements au niveau du CLLAJ, qui est une bonne initiative, pas de problème ? Je vous remercie.

*La délibération n°11 est approuvée à l'unanimité.*

## VIE INTERNATIONALE

### → 12. **Approbation de la convention de financement FICOL entre l'Agence Française de Développement et la commune de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire** : Permettez-moi dans ce cadre-là de faire part dans cette salle de la présence à la fois du maire de Tringa Maréna, d'une délégation de Tringa Maréna. Monsieur le Maire, bienvenue dans notre ville, pour votre présence ici en Île-de-France. Aussi, le président de l'AMSID, M. Bassirou, qui accompagne notre démarche et notre projet au Mali et les représentants de la diaspora, aussi maliens, à la fois les hommes et les femmes qui ont un rôle essentiel dans cette démarche puisque nous travaillons sur ce projet depuis un certain temps. Pour en dire un peu plus, je laisse la parole à Laurent Ziegelmeyer.

**M. Ziegelmeyer** : je vous remercie, Monsieur le Maire. Une fois n'est pas coutume, je vais faire du Frédéric Tisler ce soir puisque je vais parler surtout de chiffres sur la première délibération. Je vais tâcher d'être à la hauteur du maître bien que cela ne soit pas toujours facile. Avant de démarrer sur le Mali, permettez-moi d'avoir très rapidement une pensée pour la députée kurde Leyla Güven, qui est enfermée dans les geôles d'Ankara. Elle en est aujourd'hui à son 70<sup>e</sup> jour de grève de la faim. Je sais que c'est un sujet partagé y compris sur les bancs de l'opposition et notamment par Tonino Panetta, dont j'ai appris ce soir qu'il avait lu « Le droit à la paresse » de Paul Lafargue, qui partage souvent cette histoire de question kurde. Nous pouvons tous nous poser la question de quand reviendront la paix et la démocratie dans ce si beau pays avec cette si belle population qu'est la Turquie.

J'en reviens au Mali. Nous allons parler d'argent, car c'est une étape majeure dans le projet ce soir. Monsieur le Maire, vous avez salué l'ensemble de nos invités et je voudrais rajouter les représentants de la fondation SADEV, les représentants du cabinet F8, les architectes dont je reparlerai plus tard et enfin, mon service qui a accompli un énorme travail sur ce sujet. C'est une étape sur ce projet, vous avez une brochure sur la table. Je me tiens bien évidemment comme à chaque fois à disposition de l'ensemble des élus pour évoquer le contenu même si nous en avons débattu de nombreuses fois dans cette instance. C'est une étape majeure, car nous venons d'obtenir la subvention de l'AFD (Agence Française de Développement) à hauteur de 470 000 euros. Comme Monsieur le Maire le disait sur la



concertation que nous pouvons faire dans cette ville, ce ne sont pas toutes les villes qui peuvent obtenir des subventions de l'Agence Française du Développement de ce niveau-là. Cela est le résultat d'un travail de fond mené depuis 2012, je le répète, par nos services. Si les services ne s'étaient pas impliqués fortement dans le projet, nous n'en serions pas là. J'ai une pensée ce soir pour notre maire précédent, cela fait sept ans que nous travaillons sur le sujet, Daniel DAVISSE, et pour mon prédécesseur, tous ceux me connaissant bien savent qu'il est rare que je fasse référence à Jean-Joël Lemarchand, mais il avait quand même impulsé ce projet.

Nous allons pouvoir rentrer dans la phase opérationnelle de ce marché sur un budget total de plus de 800 000 euros. Alors, comment arrivons-nous à ces 800 000 euros ? Pour répondre à vos interrogations, Madame BARON, qui sont justifiées, nous y arrivons, car nous avons la subvention de l'AFD, plus de 470 000 euros versés en deux fois, 80 % une première fois et ensuite sur rendu des résultats les 20 % suivants. Nous avons la fondation SADEV, vous avez les chiffres dans le dossier qui accompagne la notice, pour largement plus de 100 000 euros. Nous avons 43 000 euros pour la ville de Choisy-le-Roi, dont les 40 000 euros que vous avez votés le mois précédent qui est une subvention du SIAAP. Nous en sommes au final pour Choisy-le-Roi depuis sept ans à quelques milliers d'euros sur un projet dont le total est à plus de 800 000 euros. Surtout ce qui fut très fort dans la manière de travailler le projet, est d'avoir amené des valorisations. Une majeure partie du travail de nos amis architectes du cabinet F8 dans ce projet est gratuit. En effet, cela est une belle histoire, en faisant de beaux projets de coopération au Mali, ils gagnent des marchés en Europe. Cela est doublement intéressant pour nous puisque cela ne nous coûte pas grand-chose, mais en plus, cela nous permet dans le plan de financement de le valoriser et d'obtenir les 470 000 euros de l'Agence Française de Développement. Gestion sérieuse des deniers publics, je pense que nous avons réussi un bon tour de force. J'arrête là pour l'argent, ce n'est pas toujours mon fort, mais là, en l'occurrence, pour un projet de cette ampleur nous avons un certain nombre de responsabilités.

Nous pourrions poser la première pierre au printemps, Messieurs les Maires, projet commencé depuis plus de sept ans. À l'heure où le Mali est un pays encore en guerre, malheureusement, faisant de nombreuses victimes où se rajoutent des violences intercommunautaires manipulées par certains, nous portons un projet à la fois social, écologique et solidaire, un projet de paix, mais aussi un projet pour que les jeunes Maliens vivent dans leur pays et arrêtent de mourir en Méditerranée. Arrêtent de mourir en Méditerranée, car certains pays, aujourd'hui dirigés par des populistes, ne veulent plus que les bateaux accostent.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, Madame BARON, vos questions au Conseil municipal précédent sur le travail des enfants. Effectivement cela est une vraie question, malheureusement pas qu'au Mali, malheureusement aux quatre coins de cette planète. Un meilleur développement écologique, économique, social au Mali cela est aussi moins de travail des enfants. Si nous permettons à toutes les familles d'avoir des revenus corrects, les enfants n'auront plus besoin d'aller aux champs et nous les enverrons à l'école. Nous pouvons penser tout ce que nous voulons d'un certain nombre de pays sur la planète, certains y sont arrivés, je pense que le Mali peut aussi y arriver, ce pays a une formidable richesse, de formidables envies, nous devons simplement leur permettre de travailler. Encore une fois, je remercie tous ceux qui se sont impliqués, tous ceux que Monsieur le Maire a cités et je voulais en citer un dernier, Gérard VIOLANTE qui est un ingénieur à la retraite. Il travaille sur les questions d'assainissement et lui aussi est engagé totalement bénévolement dans le projet avec la même démarche que je viens de vous expliquer. Tout en étant engagé bénévolement, nous valorisons son travail, car un travail est à réaliser et tout travail a une valeur. Cela permet d'avoir le financement de l'AFD, encore une fois. Une grande étape vient d'être franchie. Tous les élus du Conseil municipal seront invités, j'ai bien

dit tous, vendredi prochain à 17 heures 30 pour la signature de la convention puisque Monsieur le Maire de Tringa Maréna est sur notre ville durant deux semaines.

La délibération suivante concerne la rétrocession de la subvention que nous touchons du FICOL, de l'AFD au coordinateur technique du projet qu'est la fondation SADEV. Lors du prochain Conseil municipal vous aurez une dernière convention sur comment, techniquement, nous nous articulons entre les nombreux partenaires. Enfin, et je terminerai sur ce point, une des réussites de ce projet est son sérieux, mais cela est aussi le fait de l'avoir fait de manière participative avec des associations ici et là-bas, avec deux communes et cela a convaincu le service du ministère des Affaires étrangères, nous ne pouvons que nous en féliciter. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Pour faire suite à la dernière phrase de Laurent Ziegelmeyer, je pense que dans notre démarche de solidarité et d'aide à l'accompagnement et au développement de ce projet, nous avons voulu porter le fait qu'il y ait l'ici et le là-bas. Qu'à la fois, il n'y a pas qu'ici que nous réfléchissons et nous mettons en œuvre quelque chose pour là-bas, mais comment là-bas, les Maliens de Tringa Maréna s'emparent aussi du projet. Un important travail a été mené à Tringa Maréna. Monsieur le Maire, je le dis, à la fois avec les acteurs économiques de Tringa Maréna, tous ceux de la région qui s'impliquent, les populations, les Conseils de sages qui ont participé à la réflexion. Le travail aussi de la diaspora malienne à Choisy-le-Roi et en Île-de-France, mais aussi tous ceux qui sont impliqués là-bas. Nous sommes vraiment dans une démarche d'exemplarité de ce que peut être l'aide au développement aujourd'hui. Y a-t-il des demandes de prise de parole, des remarques ? Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Monsieur Ziegelmeyer, je vais certainement vous étonner, mais je vous trouve très courageux d'aller là-bas. Il est vrai que sur le plan des acteurs économiques, les transactions sont importantes, les banques qui aident aussi comme la banque africaine qui vient de donner un prêt de 8 millions d'euros. Vraiment, cela va être un beau projet, mais comme vous l'avez dit, il y a quand même des tensions. Dernièrement, les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur des jeunes et surtout il y a des guerres de nomades. Je voulais simplement vous encourager, vous féliciter, voyez-vous ! Je trouve très courageux d'aller dans un pays avec ces tensions-là afin d'aider la population et justement de pouvoir aider les Maliens qui sont ici à retourner dans leur pays, revenir travailler ici et faire ce lien-là. Je vous dis bravo !

**M. le Maire :** Je vous remercie. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Oui Monsieur le Maire, je salue au nom du groupe le Maire de Tringa Maréna, bienvenue à Choisy-le-Roi. Nous allons voter cette résolution puisque nous avons voté la précédente subvention en espérant que cela améliore, contribue à la paix au Mali, au bien-être des Maliens, bien sûr.

En contrepoint tout de même, et bravo à tous ceux qui ont œuvré à ce projet, cela n'est pas une mince affaire de réunir tous ces fonds, c'est argent est pour le développement, pour l'aide et il est vrai que cela ne coûte pas grand-chose à Choisy-le-Roi. Par contre, dans l'avenir, pourrions-nous continuer sur ce même chemin ? Je l'ai dit maintes fois ici, vous le savez, je ne m'oppose pas à ce que vous faites en dehors du Conseil municipal et à titre personnel je partage 95 % de ce que vous pensez, mais dans l'avenir, pourrions-nous continuer à nous occuper de solidarité vers les pays autres ? Nous avons des organismes pour cela, vous en avez tiré profit, bravo, tant mieux pour nos amis maliens. Nous le verrons sur la délibération suivante, mais nous allons devoir être attentifs aussi à cela.

Vous l'avez dit, moi-même lors du débat j'en ai parlé, Monsieur le Maire en a parlé aussi en disant qu'il y a peut-être une minorité, etc. Je pense que nous allons devoir nous recentrer sur nos besoins. Quelqu'un a parlé tout à l'heure de l'avenir. Que sera l'avenir ? Pourrions-nous continuer à être aussi généreux ? Je le souhaite, je voudrais être généreux avec tout le monde, mais la générosité de la France n'y suffira pas, malheureusement. Demain, que ferons-nous pour éviter que certaines idées triomphent, qui prennent racine dans des projets comme celui-là ? Telle est la question que je me pose. En Italie, les fascistes sont arrivés au pouvoir suite à une délibération où avaient été octroyés 15 euros par jour aux immigrés arrivant sur le sol d'Italie ainsi qu'un téléphone portable par mois. Cela a été le détonateur qui a amené malheureusement l'avènement du retour au pouvoir des fascistes parce que les jeunes Italiens, eux, n'avaient droit à rien. Cela reste délicat d'en parler, surtout en ce moment, mais cela va s'imposer à nous, des responsabilités importantes vont devoir être prises. Comment allons-nous réagir face à cela ?

Nous pouvons comprendre quelqu'un qui n'a rien pour vivre et puis, à côté de cela, je n'approuve pas le choix de vote qui a été fait par certains, jamais je ne pourrais approuver ce vote et jamais je n'aurais fait ce vote, mais derrière cela nous devons nous interroger. Y a-t-il vraiment beaucoup d'argent ou pas ? J'ai dit que je partageais parfois ce que dit M. Diguët, oui il y a de l'argent dans le monde, mais comment le répartir équitablement, comment faire œuvre de justice ? Cela est le vrai sujet et la justice dont tout le monde à ce mot à la bouche, la justice n'est pas toujours telle que nous la pensons ou telle que nous la voudrions. La justice passe aussi par l'effort de chacun, mais il est certain qu'à ce sujet je juge nécessaire d'avoir une réflexion fondamentale pour l'avenir. À titre personnel, je suis pour le partage, je suis pour l'abolition des frontières, cela me coûte de le dire surtout faisant partie d'un parti qui ne partage pas toujours cela, mais nous partageons d'autres valeurs. Je rêve d'une planète sans frontières, un seul drapeau, pourquoi pas une seule langue, pas une seule couleur, car les couleurs différentes ne me dérangent pas. Je tenais à faire part de ces réflexions, car dans l'avenir peut-être que monter des projets comme celui-là, pas uniquement d'un point de vue financier, mais aussi philosophiquement, en nous posant la question de qui nous aidons, cela va être un questionnement difficile à résoudre, je vous remercie.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Monsieur Briennon, ensuite Laurent Ziegelmeyer pour réponse aux questions. Après, nous passons au vote.

**M. Briennon :** Bonsoir, Monsieur le Maire de Tringa Maréna, et bienvenue ici. Je dois vous dire que je suis très enthousiasmé par ce projet qui est co-bâti et co-construit entre le Mali et la France et entre le Mali et Choisy-le-Roi. Cela est l'un des idéaux vers lequel nous pourrions tendre, c'est-à-dire, travailler à du développement économique dans un certain nombre d'endroits pour déjà le développement économique en tant que tel. Cela est évidemment un point important d'avoir un marché, d'avoir des points de distribution, de pouvoir avoir accès à un certain nombre de commodités de cette nature-là. Au-delà, et cela en est une conséquence, cela est aussi une façon de permettre aux Maliens de continuer à vivre décemment dans leur pays. Cela est un point essentiel.

Bien sûr nous rencontrons des notions d'argent, cela est incontournable et nous ne pouvons pas le mettre de côté. Évidemment, ce projet-là ne peut pas être conduit très souvent malheureusement et à notre grand regret, mais reste cependant, en mon sens, l'illustration de ce que nous devons faire pour aider nos amis africains à pouvoir se développer et à pouvoir vivre de façon intéressante dans leur propre pays. Au-delà de cela, je veux souligner de façon forte, l'ensemble des gens qui ont participé à la réalisation de ce projet et à son succès qui, pour une partie importante d'entre eux, l'ont fait bénévolement et gratuitement. Cela reste une belle illustration de l'humanité que nous devons être capables de mobiliser dans certaines configurations.

**M. le Maire :** Je vous remercie pour ce témoignage. Laurent Ziegelmeyer et après nous passons aux voix.

**M. Ziegelmeyer :** Rapidement, je ne rentrerai pas dans les grands débats, par ailleurs intéressants évoqués par Tonino Panetta, car cela nous prendrait plus que la soirée. Sur le projet en tant que tel, sur les aspects financiers, rappelons toujours que le budget du secteur international à Choisy-le-Roi est à un peu moins de 60 000 euros sur un budget de plus de 90 millions d'euros dans notre ville. Un certain nombre de questions que vous vous posez Monsieur Panetta seraient d'autant plus importantes à se poser si nous avions 60 000 euros de budget à l'inter et 2 millions de budgets municipaux, mais nous sommes quand même à plus de 90 millions de notre budget municipal. Ensuite, je voudrais noter deux autres éléments, la diaspora à la fois l'union des femmes africaines de Choisy-le-Roi, mais aussi les ressortissants de Tringa, financièrement dans le projet ils mettent de l'argent. Ils ont mis leur cœur, leur envie, leur réseau, mais ils ont aussi mis de l'argent et cela est important de le relever. Encore une fois plus de 800 000 euros, pour nous ce sont quelques milliers d'euros. Et le dernier élément, qui est un élément factuel, je n'ai pas envie de me cacher derrière la loi disant que les collectivités locales ont toutes possibilités pour travailler sur les questions nationales, cela a été voté maintes et maintes fois à l'Assemblée et au Sénat par l'ensemble des bancs de ces deux assemblées. Lorsque nous discutons avec les services du ministère des Affaires étrangères, au-delà de l'aspect financier parce que les fonds comme le FICOL, les fonds de l'AFD s'élèvent à plus de 470 000 euros et je le répète, nous avons 60 000 euros de budget annuel. Je pense que cela n'est pas mal et je prends les remerciements de Mme Baron, je suis plutôt assez modeste, mais là, tout le service pourrait avoir une médaille. Enfin, les services du ministère des Affaires étrangères nous expliquent que les acteurs les mieux placés non seulement sur l'aspect financier, mais aussi sur l'aspect technique, sur l'aspect compréhension du terrain, ce sont les acteurs équivalents des deux côtés de la Méditerranée. Si nous travaillons avec une ville au Mali cela est plus simple lorsque c'est une ville française qui travaille avec je ne sais quel haut fonctionnaire dans les services du MAE nous avouant qu'ils seraient incapables de monter de tels projets, car à chacun son travail. Après, les questions que vous posez sont intéressantes, mais je pense que ce n'est pas le lieu ce soir, même si je les trouve passionnantes.

**M. le Maire :** Bien, je passe aux voix, la première délibération sur l'approbation de la convention de financement du FICOL entre l'AFD et la commune de Choisy-le-Roi.

*La délibération n°12 est approuvée à l'unanimité.*

**M. le Maire :** De ce point de vue, Laurent, peut-être pas de médaille, mais je crois que nous pouvons nous applaudir.

*(Applaudissements.)*

### **→ 13. Approbation de la convention de rétrocession entre la Fondation d'Entreprises SADEV 94, la Commune rurale de Tringa Maréna et la Commune de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire :** De fait, la suite logique. L'approbation de la convention de rétrocession entre la Fondation SADEV et la commune de Tringa Maréna. Nous passons aux voix.

*La délibération n°13 est approuvée à l'unanimité.*

**M. le Maire :** Je vous remercie. Nous passons à un autre continent l'Asie avec un fonds d'aide d'urgence suite au séisme en Indonésie. Laurent Ziegelmeyer.

#### → 14. Approbation d'un fonds d'urgence suite au séisme en Indonésie le 28 septembre 2018

**M. Ziegelmeyer** : Plus classique, si nous pouvons dire cela lorsqu'il s'agit de catastrophes écologiques, guerrières ou autres sur la planète. Nous avons pris l'habitude depuis le début du mandat de voter un maximum de deux fonds d'urgence par an. Comme vous le savez, nous privilégions en général un fonds qui correspond à ce que nous sommes nous communes, un fonds pour la reconstruction dans lequel nous sommes associés aux choix et sur lequel nous avons des retours. Il s'agit du fonds de Cités Unies France dont nous sommes membres. Nous avons pris la décision de présenter cette délibération après le premier tremblement de terre en Indonésie faisant plus de 2 000 morts, il se trouve qu'au cours du mois de décembre, un tsunami a augmenté ce chiffre de quelques centaines. Je vous invite à voter cette délibération non seulement pour cela mais aussi parce que c'est la première fois que Cités Unies France, de par le travail que nous y menons en tant que ville, avec le groupe dont je m'occupe à Cités Unies France, nous avons convaincu l'ensemble des associations de communes sur la planète de diffuser ce fonds par le biais de CGLU qui est la structure mondiale équivalente à Cités Unies France. Cela reste un vœu assez habituel, mais nous aimerions nous passer de ce genre de délibération, malheureusement la planète tous les jours nous rappelle, comme le disait Ali, à la réalité climatique.

**M. le Maire** : Bien, nous votons.

*La délibération n°14 est approuvée à l'unanimité.*

#### → 15. Subvention pour la Pharmacie sociale de Keratsini-Drapetsona (Grèce)

**M. le Maire** : Subvention pour la pharmacie sociale de Keratsini-Drapetsona, notre ville partenaire en Grèce. Avez-vous besoin d'explications ?

**M. Ziegelmeyer** : Rapidement, quelques explications. Depuis 2016, nous avons entrepris des relations avec cette ville, je ne vous retrace pas la situation de la Grèce ni de ce que ce pays a dû souffrir d'un certain nombre de plans d'ajustements structureaux. Avant, ces plans étaient réservés aux pays dits du tiers-monde, maintenant même en Europe ils s'appliquent. Ces relations sont autour de la jeunesse, de la culture et de la santé comme ce que nous avons annoncé depuis 2016. La fresque sur la paix, sur laquelle tout le monde s'est accordé l'été dernier, a été inaugurée le 10 novembre avec notamment la présence de deux jeunes grecs. Cette ville a une politique sociale que nous pouvons qualifier d'exemplaire, car elle ne se contente pas de faire de l'assistanat, elle essaye de remettre les gens debout. Dans le cadre de notre projet santé, nous donnerions une aide, que nous avons en tête depuis longtemps, pour qu'ils puissent acheter leurs médicaments pour leur pharmacie sociale.

Nous ne présentons cette délibération que maintenant, alors que nous aurions voulu la présenter il y a plus d'un an, mais ils ne peuvent acheter des médicaments que depuis quatre mois. Cela signifie que l'État grec a permis à cette ville de construire cette pharmacie sans pour autant lui permettre d'acheter les médicaments. Le même schéma s'applique à la construction d'un centre de santé, un an 1/2 en arrière, alors qu'ils ne peuvent embaucher que depuis quatre mois. Nous sommes sur cette aide.

Je rajoute un élément qui alimentera la délibération suivante. Nous apportons une aide, mais surtout nous travaillons sur un projet qu'ils nous ont proposé. Comme vous le savez, en juin prochain se tiendra la coupe du monde de foot féminin, organisée en France. Keratsini nous a proposé d'organiser un tournoi international de football féminin à Choisy-le-Roi ce à quoi

nous avons répondu positivement. Là aussi, je pense que cela sera un élément qui montre que notre ville à un peu de rayonnement tout de même.

**M. le Maire :** Bien, j'ai vu des demandes de prise de parole. Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Nous allons nous expliquer sur notre vote, mais auparavant, je souhaite revenir sur le précédent projet. Si M. Ziegelmeyer désire une médaille, je lui donnerais volontiers s'il peut, à Choisy-le-Roi, nous obtenir des toilettes publiques puisque cela fait des années que nous en demandons dans le parc et dans différents endroits de Choisy-le-Roi. De fait, j'envie vraiment ce projet parce qu'ils vont avoir des toilettes publiques ECOSAN. Monsieur le Maire ici présent de Tringa Maréna doit savoir que cela fait 15 ou 20 ans que nous en réclamons pour Choisy-le-Roi. Si tour de force il y a, il est bien là parce que vous avez réussi à obtenir des toilettes publiques au Mali alors qu'à Choisy-le-Roi, depuis 20 ans, nous n'en avons pas.

**M. le Maire :** Revenons à la délibération du moment, même si je dois dire que cela est bien joué.

**M. Panetta :** M. Ziegelmeyer ne va pas être content, par principe je ne voterais jamais contre une aide, mais là-dessus nous allons nous abstenir, car nous nous demandons quand cela va cesser. Maintenant, nous avons aussi la Grèce. Nous sommes sensibles aux arguments développés, mais il n'y a pas que la Grèce dans ce cas-là. Certes, certaines personnes que je déteste autant que vous dans la salle disent ces choses et au vu des premières manifestations gilets jaunes, des gens en France aussi renoncent à se soigner ce qui me pose problème. J'admets que 3 000 euros n'est pas une somme énorme mais nous, nous allons juste nous abstenir sur ce projet.

Nous sommes interpellés sur ce sujet et plus nous sommes interpellés, plus j'aurais tendance à dire que ce n'est pas parce que nous donnons 3 000 euros là-bas que cela nous enlève. Je rappelle que la France, que nous accusons de tous les maux, de n'aider personne, je parle au niveau national, eh bien, les aides données par la France si nous prenons tous les pays du monde réunis, les aides données par la France représentent 15 % des aides mondiales (étude de l'OCDE). Je le dis ici, j'ai mal à ma France lorsque nous voyons comment elle est traitée par les Français eux-mêmes et comment elle est traitée parfois à l'étranger.

**M. le Maire :** C'était une explication de vote.

**M. Panetta :** Cela en était une, n'oublions pas que beaucoup d'autres pays limitrophes à la Grèce ont ce souci-là. Même des pays plus proches de nous qui ont ces difficultés alors il nous faudrait aussi aller là-bas. Nous prenons les villes du jumelage en priorité, nous aidons le Mali. Je fais une distinction avec les catastrophes naturelles où, là, les gens n'ont rien demandé et si cela touchait dix pays à la fois, je voterais les dix aides d'un coup, mais j'estime qu'à un moment il nous faut freiner un peu.

**M. le Maire :** Nous avons bien compris. Madame Baron et après nous votons.

**M<sup>me</sup> Baron :** Je suis un peu dans la même optique, car ma belle-fille est allée au Port du Pirée et la ville de Keratsini a une partie de ce port d'ailleurs. Nous envions cette ville parce que j'aimerais bien avoir des cafés sur Choisy-le-Roi aussi modernes et branchés que là-bas. Café moderne qui ne l'est pas du tout, qui est ancien. Ce port est un joli port, avec des bateaux de croisière et contrairement à l'image que vous nous en donnez, ils ne sont pas à une pharmacie sociale près, je ne le pense pas. Par contre, si vous avez une solution pour

les médicaments, je connais beaucoup d'associations qui donnent les médicaments, nous en avons fait passer pour le Bénin, nous pourrions en faire passer.

**M. le Maire** : Et donc vous allez voter contre Madame Baron ?

**M<sup>me</sup> Baron** : Je vais m'abstenir, tout simplement. Je ne veux pas décourager ce monsieur plein de bonne volonté. Les 3 000 euros auraient été pour les jeunes qui sont venus et pour les aider dans leur retour, etc., cela aurait été plus transparent. Pour une pharmacie sociale, je ne sais pas ce qu'il y a derrière donc notre groupe s'abstient.

**M. le Maire** : Je vous propose de passer au vote.

*La délibération n°15 est approuvée à l'unanimité (33 pour ; 10 abstentions).*

**→ 16. Attribution d'un mandat spécial à Laurent Ziegelmeyer, Conseiller municipal délégué en délégation à Keratsini-Drapetsona (Grèce) du 14 au 17 mars 2019**

**M. le Maire** : Nous allons poursuivre puisque nous avons attribué un mandat spécial à Laurent Ziegelmeyer afin qu'il puisse se déplacer à Tringa Maréna.

Monsieur Panetta, il n'a pas dit cela. Monsieur Panetta, je vous rappelle que vous êtes président de groupe et que nous avons, en tant que président de groupe, à la conférence des Présidents décidé d'un certain nombre de codes et le règlement intérieur de notre Conseil. Je vous rappelle au règlement de notre Conseil municipal dans ce cadre-là et vous avez une fonction de président de groupe qui vous demande un peu plus de retenue pour les uns et pour les autres. Je pense que nous avons été d'accord, les uns et les autres, que les noms d'oiseaux dans cette instance ne devaient pas être mis à l'honneur.

Passons au vote de cette délibération, abstention de toute l'opposition. Je vous remercie. Laurent, la majorité te permet de suivre notre travail de solidarité avec la ville de Keratsini. Par ailleurs, je suis ravi d'apprendre que la belle fille de Mme Baron apprécie Le Pirée.

*La délibération n°16 est approuvée à l'unanimité (30 pour ; 12 abstentions).*

## **VOIRIE**

**→ 17. Dénomination du square situé quai des Gondoles, face à la rue de Bel-Air : Square Manouchian**

**M. le Maire** : Sur les questions de voirie, là aussi, Laurent Ziegelmeyer. La dénomination du square quai des Gondoles qui devra maintenant s'appeler square Manouchian.

**M. Ziegelmeyer** : Vous voyez chers amis Maliens, tout en étant le pays de 1789, nous avons parfois quelques débordements par rapport à une démocratie qui était paraît-il apaisée, en même temps cela est un peu regrettable. Madame Baron juste pour votre information, le Port du Pirée appartient aujourd'hui à 90 % aux Chinois, de temps en temps il faut se renseigner avant de dire des choses.

Nous allons en venir sur la voirie et sur cette délibération que nous vous présentons. Cette proposition de dénomination de square, situé face à la rue Bel-Air dans les Gondoles sud, s'inscrit dans un moment fort du groupe Manouchian. Le dernier membre est mort l'an passé, le regretté Arsène Tchakarian, qui s'était beaucoup impliqué dans notre ville sur le génocide arménien. Cela est donc un moment fort de cet épisode de notre histoire nationale,

car il y aura 75 ans, 22 membres du groupe étaient fusillés au mont Valérien. La seule femme arrêtée fut décapitée quelques semaines plus tard en Allemagne.

Cette dénomination s'inscrit dans notre travail de mémoire et en particulier dans la même idée que la plaque dévoilée par Monsieur le Maire au monument aux morts le 11 novembre dernier. En réalité, les membres du groupe Manouchian étaient arméniens, juifs, polonais, roumains, italiens, hongrois, espagnols, mais aussi pour quelques-uns français. Pour la plupart étrangers, mais combattant pour notre liberté à tous. Ce message fort est important dans cette période que nous vivons. Période où les nationalismes exacerbés se réveillent partout, de Varsovie à Budapest, de Rome à Vienne, de Washington à Rio. Le vieux monde se meurt, le monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. Cela n'est pas de moi, mais d'un italien que j'aime beaucoup qui s'appelait Antonio Gramsci.

Notre responsabilité, à nous républicains démocrates, est de combattre ces monstres, notre travail de mémoire y contribue d'où la proposition de donner ce nom à ce petit square. Pour répondre favorablement à une demande faite en Commission. Cela ne se fera certainement pas cette année puisque cela sera le 21 février risquant de faire juste pour nos services d'arriver à avoir une plaque pédagogique pour expliquer ce qu'était le groupe Manouchian. Ils étaient 23 quand les fusils fleurirent, 23 qui donnaient leur cœur avant le temps, 23 étrangers et nos frères pourtant, 23 amoureux de vivre à en mourir, 23 qui criaient la France en s'abattant. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Des demandes d'intervention ? Monsieur Panetta, sur cette délibération.

**M. Panetta :** Oui, sur cette délibération et sur les grands personnages politiques, ou autres, nous allons voter bien sûr pour. J'ai toujours eu une grande admiration pour le groupe Manouchian, notamment pour M. Arsène Tchakarian qui est un exemple pour tous et qui mérite amplement cette rue à son nom, à cela il n'y a aucun souci. Mais puisqu'il a cité une éminente personnalité, une qui n'est ni éminente ni respectable vient d'être arrêtée après plus de 40 ans de fuite, M. Césaire Battisti, terroriste avec du sang sur les mains. Je voudrais rappeler que ce monsieur a résidé ici en France, qu'il a été reçu à Choisy-le-Roi, qu'il a été protégé par les socialistes et protégé par le gouvernement de M. Mitterrand, parti auquel appartient M. Tisler.

**M. le Maire :** Attendez, Monsieur Panetta, vous aviez dit que nous parlerions de cette délibération. Nous sommes sur cette délibération et nous restons sur cette délibération, il ne s'agit pas de digresser sur n'importe quoi et restez digne aujourd'hui dans cette instance délibérante qu'est notre Conseil municipal. Je sou mets aux voix cette délibération.

*La délibération n°17 est approuvée à l'unanimité.*

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **→ 18. Approbation des modifications sur le calcul des indemnités des élu.e.s**

**M. le Maire :** Nous sommes là dans une démarche qui fait suite à la modification des représentations des groupes et donc à un nouveau calcul proportionnel à la représentation des groupes.

*La délibération n°18 est approuvée à l'unanimité.*



→ **19. Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

**M. le Maire :** Pour cette modification, avez-vous des remarques ? Je vous remercie.

*La délibération n°19 est approuvée à l'unanimité.*

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

→ **20. Délégation au Maire des attributions du Conseil municipal prévues à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

**M. le Maire :** En principe, cette délibération est votée sitôt après l'installation du Conseil municipal, mais du fait des modifications législatives apparues pendant notre mandature, nous devons délibérer à nouveau sur cette question-là. Y a-t-il des remarques, je n'en vois pas, je sou mets au vote. Je vous remercie de me faire confiance.

*La délibération n°20 est approuvée à l'unanimité.*

→ **21. Approbation de la Convention de mise à disposition de locaux et participation financière entre le Syndicat intercommunal pour la Restauration Collective (SIRESCO) et la commune de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire :** Avez-vous des remarques sur cette délibération de mise à disposition des locaux ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Malheureusement, cet aspect important du partenariat signé avec le SIRESCO a été passé sous silence dans la présentation et dans les débats de novembre 2017. En effet, que le lieu qui sert de cantine soit cédé au SIRESCO me semble normal puisque c'était la restauration, mais la salle des fêtes, cela n'a rien à voir avec l'activité du SIRESCO. Or, pour moi cela a une conséquence importante et vous l'avez dit tout à l'heure, les Choisyens et les Choisyennes réclament des salles, etc. Mais maintenant nous allons devoir demander au SIRESCO l'autorisation d'utiliser cette salle, cela me semble un peu fort. Il est écrit que le SIRESCO doit être averti donc s'il veut être averti cela veut dire qu'il a un droit de regard, je l'ai lu, il faut avertir le SIRESCO. Ils auront des impôts, ils paieront la taxe foncière.

**M. le Maire :** La délibération est mise à disposition de la commune. L'ensemble des éléments mentionnés, à savoir la salle des fêtes, le logement de la gardienne, les espaces de bureaux situés dans le hall et le rez-de-chaussée et le hall commun aussi desservant les logements, les bureaux, la salle des fêtes, les toilettes et l'ascenseur.

**M. Panetta :** Oui, et il est ajouté que nous devons rendre compte de l'utilisation de la salle des fêtes au SIRESCO.

**M. le Maire :** Nous vous donnons la réponse. Y a-t-il d'autres remarques ?

**M. Panetta :** Je termine mes remarques. Pour revenir sur le SIRESCO, notre groupe se sent roulé dans la farine. Vous l'avez présenté, nous nous sommes expliqués là-dessus nous n'allons pas refaire le débat, mais la décision ultime devait revenir devant le Conseil, cela n'est pas revenu devant le Conseil. Je voudrais, de plus, porter un élément extrêmement important à la connaissance des Conseillers municipaux qui pourront peut-être me confirmer

l'information selon laquelle le SIRESCO a un endettement de 4 800 000 euros à fin 2018. Cette donnée aurait pu modifier le choix, qui n'a pas été précisément signifié.

Pouvez-vous me confirmer cette somme ? Cela veut dire que vous nous mettez une dette sur le dos parce que si nous voulons en sortir, nous devons payer. Je sais qu'au moins 30 % des villes veulent en sortir. La ville de Roissy-en-Brie a été obligée de payer 211 000 euros pour quitter le SIRESCO, la ville de La Queue-en-Brie, c'est presque trois fois plus qui lui sont réclamés et d'autres villes renoncent à sortir devant les sommes importantes qui leur sont demandées. Cela est grave d'avoir pris cette décision en occultant ces informations de première importance.

Ainsi, nous reparlerons dans quelque temps avec les gens qui ont poussé à cette adhésion, nous verrons si nous ne pouvons pas l'annuler. Il est important que le Conseil sache que le SIRESCO est bien endetté à fin 2018 à hauteur de 4 800 000 euros. Cela est notre droit d'avoir ces informations, d'avoir même accès au bilan du SIRESCO que je n'arrive pas à trouver.

**M. le Maire :** Bien, d'autres remarques ? Ali Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Intervention très rapide et très concise. D'abord pour vous exprimer et partager une petite frustration, ce débat mérite sincèrement d'échanger, car il est extrêmement passionnant et très intéressant. Il oppose des visions différentes même si elles peuvent converger sur un objectif à savoir l'amélioration de la pause méridienne et l'amélioration de la qualité de la restauration, les chemins pour y parvenir différents.

Il se trouve que je ne fais pas mystère de ma vision des choses, et pour faire un peu écho aux orientations budgétaires et à tout ce que j'ai dit sur les enjeux climatiques écologiques que nous devrions confronter. Parmi ces enjeux-là, il y a la question de la transition alimentaire, enjeu extrêmement important, mais je vous fais grâce de tout ce que j'ai dit au bureau municipal ou sur les réseaux sociaux. Disons tout simplement que pour moi l'enjeu, la réponse je ne la pose pas sur le plan serviciel, au sens du service rendu. J'ai appris avec satisfaction que la qualité des repas servis aux enfants et aux seniors s'est améliorée depuis janvier, mais permettez-moi d'y porter quelques interrogations et doutes. Pour autant, nous ne sommes pas non plus complètement naïfs, nous savons très bien et cela est normal que le SIRESCO est dans une démarche de séduction, ce serait extraordinaire qu'ils fassent le contraire.

**M. le Maire :** Tu penses que les plats servis à Choisy-le-Roi sont uniquement ceux servis à Choisy-le-Roi ? L'argument est étrange tout de même.

**M. Id Elouali :** Madame Desprès, je vous prie de ne pas me couper, intervenez à loisir, mais laissez-moi développer ma vision si vous permettez, je vais être très court. Je dis je répète que pour moi l'enjeu n'est pas un enjeu serviciel. Je parlais au départ de la nécessité d'avoir une écologie de transformation sociétale au sens où notre collectivité, notre mairie avec sa sensibilité n'est pas un consommateur, un acteur neutre et dans l'écosystème dans lequel elle évolue, y compris avec ses partenaires, fournisseurs, prestataires, etc., nous avons une responsabilité de transformer et de façonner le modèle agricole puisque nous parlons de restauration collective. Je vous donne ma conviction, permettez-moi de l'exprimer, je respecte la vôtre.

Je voudrais simplement dire que le modèle du SIRESCO, sa façon de faire et son modèle agricole ne sont pas une solution pour la transition alimentaire que nous appelons de nos vœux. Ce n'est pas une réponse à cela. Je peux entendre Madame Desprès, je vous le

concède, peut-être que l'amélioration se porte dans les assiettes et les repas, tant mieux pour nos enfants. Mais sincèrement, pour moi la réponse doit être politique parce que nous sommes des acteurs politiques, nous devons agir pour la transformation sociale, sociétale, alimentaire, agricole, par la commande publique. Je ne peux pas voter une délibération qui acte le fait que la ville soit dépossédée. Cela est une mise à disposition, je sais lire, pour autant je suis un fervent défenseur d'une gestion directe de nos biens communs et je pense que cela n'est pas le cas. Je refais le débat parce qu'il n'y a pas eu lieu de débat, Madame Arnaud, je termine. Je ne pense pas que le fait de mettre à disposition un équipement municipal va dans le sens d'une autonomie et d'une maîtrise des équipements et de ces enjeux. Je vous remercie, je suis à l'écoute de vos arguments qui sont par ailleurs certainement fondés et que je respecte, simplement j'ai une autre vision des choses et je voulais la faire savoir.

**M. le Maire : Mme Juhel.**

**M<sup>me</sup> Juhel :** Je crois, Monsieur le Maire, que nous intervenons à propos d'une délibération qui ne porte pas sur l'adhésion au SIRESCO puisque nous avons été frustrés du débat et du vote en Conseil municipal que nous attendions. Au nom du groupe socialiste, je vous fais part du regret que nous avons de ne pas avoir eu un nouveau vote avant l'adhésion. Ce qui nous avait fait voter il y a un an et demi pour rentrer dans une certaine démarche c'était qu'il nous avait été expliqué que nous avions d'autant plus de moyens d'investigation et qu'au bout d'un an nous voterions avant l'adhésion. Cela n'a pas été fait et cela nous gêne, car nous ne nous pensons pas tenus informés, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, et cela contribue aussi à donner de mauvaises images aux élus décrédibilisant à un certain moment la démocratie représentative. De fait, nous avons envie de nous exprimer, car nous sommes déçus que cela n'ait pas eu lieu.

Ceci dit, les investigations, elles, elles ont eu lieu et j'ai participé avec Bernard Athéa au Comité de pilotage animé par Anne-Marie Arnaud. Au-delà, nous avons étudié les rapports du SIRESCO et je n'y ai jamais vu le taux d'endettement exprimé par M. Panetta. Nous avons vu beaucoup de choses dans ces rapports et nous sommes allés poser beaucoup de questions au SIRESCO ainsi qu'aux élus socialistes qui participent au SIRESCO. Nous avons mené nos enquêtes et la conclusion, malgré tout, de la majorité de notre groupe, c'est que nous voulions rentrer dans une démarche intercommunale pour nous donner collectivement les moyens d'avoir plus de « bio », d'avoir des produits labélisés, d'avoir des produits de proximité. Nous voulions rester dans une démarche de service public, nous voulions des garanties pour notre personnel, nous voulions améliorer la qualité dans l'assiette sans pour autant augmenter l'addition pour les Choisyens, nous voulions proposer aux anciens des menus plus adaptés. Sur tous ces points, il nous paraît clair que collectivement nous aurons les moyens d'avoir les marchés en nombre qui sont nécessaires. Cela porte à plus de 40 marchés et nous ne sommes pas en mesure dans notre ville de passer tous ces marchés. Si nous voulons des produits bios, un marché de la proximité, cela est un marché par produit quasiment.

Nous sommes en mesure collectivement de recruter des compétences que nous ne sommes pas en mesure de recruter dans notre ville tout cela pour améliorer de manière significative notre restauration collective. Nous ne croyons pas que tout va s'améliorer magiquement, mais personnellement, et je pense ne pas être la seule, dans notre groupe nous ne croyons pas au retour d'un cuisinier dans chaque cuisine, nous ne croyons pas que nous allons aller râper dans chaque école les carottes qui seront plantées à proximité. Nous pouvons regretter le modèle agricole actuel, mais ce n'est pas en revenant à des choses anciennes que nous avançons et je pense que nous pouvons faire confiance à un groupe d'élus de toutes couleurs politiques qui ont envie ensemble de ne pas mal nourrir leurs enfants.

Même si tout ne s'améliore pas du jour au lendemain, nous allons réunir tous les représentants de parents d'élèves, ils sont plus de 200. Ils ne viendront peut-être pas tous, dans le mois qui vient pour faire le point déjà de ce premier mois. Nous allons aller tester les repas nous-mêmes dans les écoles la semaine prochaine et la semaine suivante. Nous sommes six élus, si nous comptons les titulaires et les suppléants, qui allons suivre les commissions du SIRESCO et parallèlement un travail très important est mené par les services pour un vrai projet pédagogique dans la restauration scolaire afin d'éviter le gaspillage alimentaire, pour améliorer la présentation des plats. Je pense que nous sommes engagés dans une démarche où nous avons envie de faire mieux, de participer à notre façon aussi par des marchés bios, à faire transformer notre agriculture, mais cela ne va pas subitement se produire.

Après avoir dit ce que je pensais du non vote, je profite de cette délibération pour m'exprimer et exprimer le point de vue du groupe socialiste et sur la forme et sur le fond. Nous aurions voté l'adhésion, Monsieur le Maire, si vous nous aviez donné l'occasion de voter.

**M. le Maire :** Je vous remercie. Monsieur Briennon.

**M. Briennon :** Je ne vais pas revenir sur notre position par rapport au SIRESCO, car je pense qu'elle est connue de tout le monde. Il n'y a effectivement pas eu de vote sur l'adhésion au SIRESCO donc nous nous trouvons globalement devant le fait accompli. Je ne reviens pas sur ce sujet-là, mais ceci étant dit je découvre quand même avec beaucoup d'étonnement dans cette délibération que nous devons rendre compte d'un certain nombre de points au SIRESCO. En particulier sur l'utilisation de la salle, sur des contraintes d'informations, des contraintes de non-sous-location, des contraintes un peu dans tous les sens. Je rappelle juste que nous sommes sur un bâtiment municipal qui appartient, a priori jusqu'à preuve du contraire, à la ville de Choisy-le-Roi et cet article 5 est absolument non justifié, me semble-t-il, dans ce cadre-là. Nous allons voter évidemment contre la délibération clairement par rapport au fait que le SIRESCO récupère la restauration scolaire, mais cela est la cerise sur le gâteau, malheureusement.

**M. le Maire :** Bien, Monsieur Athéa.

**M. Athéa :** Pour avoir participé au groupe de travail depuis le début de l'année 2018, j'ai bien conscience, je pense que mes collègues également ont bien conscience, que nous faisons un pari sur l'avenir c'est-à-dire que nous rentrons dans une structure et nous reprenons une formule de préparation des repas qui n'était pas celle que nous avions auparavant. Nous allons tenter cette aventure en 2019 et l'année 2019 sera tout à fait décisive puisqu'elle décidera du succès ou non de cette entrée dans un syndicat intercommunal. Cela veut dire que nous, les élus, qui participeront au Conseil d'administration du SIRESCO, et ceux qui participeront également au groupe de travail, devront avoir une participation très active. Il nous faudra vérifier auprès du SIRESCO que les choses se fassent de façon correcte, que nous avançons dans la bonne direction ensemble avec les autres villes tout en étant très concernés par les intérêts de notre ville. Cela veut dire que les élus qui siégeront au SIRESCO auront un rôle très important, celui de suivre la situation, d'alerter éventuellement sur des dérapages et de prendre les mesures pour redresser la situation si cela était nécessaire.

Je pense qu'un point est très important, nous avons eu un débat sur la démocratie participative. Effectivement, Monsieur le Maire, je partage votre avis, nous ne devons pas confondre, tout du moins mélanger, la démocratie participative et la démocratie représentative. Elles sont complémentaires, mais elles ne se remplacent pas l'une l'autre. Ce qui veut dire que si les élus ont toujours un rôle majeur dans cette action, il est certain qu'il

nous faudra associer étroitement les parents d'élèves. Cela est important qu'à tous les moments du processus ils soient informés et qu'ils puissent, comme nous, suivre l'évolution de notre intégration dans le SIRESCO, qu'ils soient informés régulièrement et de façon tout à fait transparente. Les associer est important et il faudra veiller à ce qu'entre le désir de participation et la participation, où malheureusement il y a toujours un écart, veiller à ce que les parents soient bien présents dans toutes les instances.

Pour répondre à notre collègue Ali, en ce qui concerne les choix alimentaires et les problèmes de respect de l'environnement. Je dirais que le SIRESCO travaille étroitement avec la Fondation Nicolas Hulot. Peut-être que cela ne te satisfait pas, mais il me semble que cet élément est important, montrant ne serait-ce que la volonté d'aller dans le bon sens, c'est-à-dire, dans le sens d'une alimentation plus respectueuse de l'environnement et travailler avec cette Fondation me paraît tout de même être un critère important. Je vous remercie.

**M. Id Elouali :** Je vous promets, Monsieur le Maire, que cela va être rapide.

**M. le Maire :** Eh bien, allez-y, si cela peut vous faire plaisir.

**M. Id Elouali :** La première réponse est pour ma collègue et amie Françoise Juhel, pour lui dire que j'aimerais tant la croire sur les objectifs, mais je l'invite à lire un document qui s'appelle rapport d'activité du SIRESCO qui lui-même dit et acte explicitement qu'ils sont loin d'atteindre leurs objectifs en matière notamment de produits biologiques. Cela est dit par le SIRESCO et non par moi. Le rapport d'activité dit qu'ils n'ont pas atteint leurs objectifs, alors, je veux bien partager l'enthousiasme, mais partageons aussi les faits et la réalité.

La deuxième réponse à mon collègue M. Athéa qui m'a interpellé également. La Fondation Hulot, avec tout le respect que j'ai pour le personnage ce qui est tout le problème, cela ne devrait pas cacher non plus que le SIRESCO est aussi livré jusqu'en Picardie. Non, je ne refais pas le débat, mais j'ai été interpellé. Tout à l'heure, nous parlions de questions de climat, d'exigences climatiques, nous pouvons nous exprimer tranquillement. Je rajoute tout simplement qu'il ne peut pas y avoir de transition alimentaire sans transition énergétique et climatique. Voilà, c'est tout, je ne vais pas m'étaler.

**M. le Maire :** Bien, je vous remercie. Catherine Desprès pour un certain nombre d'éléments.

**M<sup>me</sup> Desprès :** Je fais également partie du Copil depuis le début et j'ai pratiquement la même lecture que Bernard Athéa sur beaucoup de points, je partage ce qu'il dit. Adhérer au SIRESCO est un acte éminemment politique, je le perçois ainsi. J'estime être une politique et lorsque je regarde les éléments de manière concrète j'estime que le SIRESCO correspond en grande partie à notre vision des choses sur la restauration, ainsi, je veux apporter ce soir un témoignage très clair.

Vous vous rappelez qu'au dernier Conseil municipal ou au précédent, j'avais mentionné des seniors qui étaient en grande attente estimant que leurs repas quotidiens ne correspondaient pas à leurs attentes de bien-être. Je suis allée manger avec les seniors, je les ai rencontrés régulièrement et il y a peu de temps avec Anne-Marie Arnaud nous sommes allées manger avec eux. Ces seniors nous ont fait part de leur grande satisfaction pour ces repas qui leur sont livrés tous les jours. Si vous avez des seniors autour de vous mangeant aussi en restauration municipale, dont les repas sont livrés chez eux ou qui sont dans les résidences, ils vous diront tous la même chose, les repas se sont grandement améliorés et ils sont extrêmement satisfaits. C'est un point de vue qu'ils partagent tous et j'estime que par rapport à nos seniors cela est extrêmement satisfaisant puisque nous nous sommes tous accordés à

dire que le moment du repas est un moment extrêmement important pour chacune et chacun d'eux. Je tenais à apporter ce témoignage fort, car ce partage nous devons l'avoir tous en tête. Je vous vous remercie.

**M. le Maire** : Annick Guinery, Françoise Juhel et je vous propose qu'après nous passions au vote.

**M<sup>me</sup> Guinery** : Cela va être très court. Si je partage certaines réserves émises sur le vote, j'avais moi-même analysé ce rapport d'activité. Sur l'origine, nous aurions aimé là aussi qu'il y ait davantage d'investigations. Il est vrai que sur ce projet alimentaire qui nous est présenté, nous avons l'impression de voir une évolution, voire un déclic, je pense lié à toutes les polémiques, les réactions de certaines villes. Certainement que le SIRESCO de son côté a peut-être fait un certain pas. Par ailleurs, j'ai une approche très pragmatique, et nous avons une approche différente au jour d'aujourd'hui donc il ne serait pas logique que je m'abstienne ou que je vote contre cette résolution. D'ailleurs, cette dernière ne porte pas sur le SIRESCO, sur l'adhésion, ce que nous regrettons bien sûr. Par contre, j'avais insisté, je m'étais posé des questions sur la convention, les précautions à prendre, la durée, etc. Sur cette convention cela a été évoqué, l'histoire de la salle des fêtes est un peu gênante et la durée de cinq ans ne paraît pas scandaleuse. Par contre, je pense que la convention aurait dû être plus précise sur les exigences de la ville.

**M. le Maire** : Bien. Françoise Juhel.

**M<sup>me</sup> Juhel** : Je souhaite une rectification au procès-verbal, lorsque j'ai dit nous aurions voté pour, qu'il soit noté que nous aurions majoritairement voté pour. Je pense que certains d'entre nous ont toujours des réserves.

**M. le Maire** : Au sein du groupe socialiste, une majorité des membres du groupe socialiste, d'accord.

**M<sup>me</sup> Juhel** : Pour être fidèle.

**M. le Maire** : Pour être fidèle au débat interne de votre groupe. Très bien, nous prenons acte et modifions sachant de plus que cette intervention sera au procès-verbal. Bien, je soumetts au vote, qui s'abstient, qui est contre, qui est pour ? Je vous remercie.

*La délibération n°21 est approuvée à la majorité (29 pour ; 11 contre ; 2 abstentions).*

**M. le Maire** : Pour répondre à M. Panetta sur la dette, s'il y a dette cela veut dire qu'il y a de l'investissement et qu'il y a de l'emprunt en rapport à la situation de l'évolution de leur cuisine centrale et qu'ils investissent dans le temps sur des évolutions. Nous crions toujours au loup lorsque nous parlons de dette, mais évidemment nous devons regarder ce que cela signifie. Il s'agit d'un emprunt qui doit être résorbé dans le temps et qui intègre leur plan de financement. De plus, M. Panetta, fait part qu'il n'a aucun élément d'information à ce sujet, mais il suffit d'aller sur Internet, d'aller sur le site du SIRESCO et de regarder l'annexe au rapport d'activité, l'ensemble des comptes du SIRESCO y sont mentionnés donc il suffit de savoir ouvrir son ordinateur.

Par rapport à la convention, il est bien mentionné pour la mise à disposition des locaux qu'ils seront utilisés pour des usages et des activités de la commune, et l'article prime. Pour la question liée à l'information de l'activité au sein de la salle des fêtes je trouve que cela est complètement compréhensible au regard de l'activité et des salariés qui seront sur ce site. Lorsque des activités se tiennent, de danse ou autres l'après-midi, que le planning de

l'activité de la salle est notée sur un tableau, comme cela se fait aujourd'hui pour les agents de la restauration qui travaillent sur le site. De fait, il n'y a rien d'extraordinaire ni à crier au loup de cette activité-là. Je crois que cette convention est tout à fait normale dans ce cadre-là. Voilà pour les explications.

**→ 22. Désignation de représentant.e.s de la commune au Syndicat Intercommunal pour la restauration Collective (SIRESCO) – Trois titulaires, trois suppléants**

**M. le Maire :** Nous avons à désigner les représentants de la commune comme Françoise Juhel nous l'a signifié. Trois titulaires au sein des organismes délibérants et de l'exécutif de ce syndicat et trois suppléants. Je sou mets aux voix ces propositions que vous retrouverez sur la convention.

*La délibération n°22 est approuvée à l'unanimité (30 pour ; 12 abstentions).*

**→ 23. Approbation de la convention entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre Communal d'Action Sociale concernant la fourniture et le remboursement des repas fournis au CCAS**

*La délibération n°23 est approuvée à l'unanimité.*

**→ 24. Espace Langevin : approbation de la convention type fixant les modalités de prêt de jeux à différents organismes et institutions**

*La délibération n°24 est approuvée à l'unanimité.*

**→ 25. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales**

**M. le Maire :** Avez-vous des demandes d'explications sur ce point ? Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Sur la décision 18-372 et le nettoyage, qui est un marché, nous voulions savoir si le délégataire, lui aussi, avait la charge du nettoyage. Non, du tout ? Pourtant, dans le contrat, nous avons vu une motion de nettoyage après le marché et si tel était cas, cela ferait double emploi.

**M. Diguët :** Je croyais que cela était clair, nous n'avons pas d'obligation de nettoyage après la passation du marché, cela a toujours été une prestation que nous avons déléguée à une entreprise extérieure, cela n'est pas nouveau.

**M. le Maire :** Bien, pas d'autres réactions ? Je vous remercie. Bonne soirée aux uns et aux autres. Excusez-moi, présentation du vœu qui a été mis sur table sur l'encadrement des loyers et présenté par Gabriel Roche.

## **QUESTIONS DIVERSES**

**→ 26. Vœu : pour répondre à l'urgence sociale, appliquons l'encadrement des loyers**

**M. Roche :** Je vais être très court, je ne vais pas vous lire le vœu sur l'encadrement des loyers, car vous avez eu très largement le temps d'en prendre connaissance. Cependant, j'attire toute votre attention sur certains considérants. Le premier considérant nous renvoie à

la réalité de la tension de l'offre de logements sur notre ville. En début de mandat, nous avions 2800 demandeurs de logement et en ce début d'année, le chiffre est de 4000. Le second considérant qualifie d'alarmants les chiffres du marché national du logement avec 1054 euros pour un 45 m<sup>2</sup> à Paris, et 876 euros en Île-de-France. Je peux témoigner qu'au fil de mes permanences, en cinq ans, les prix maximums au m<sup>2</sup> sont passés de 20 euros à 30 euros. Ce prix est équivalent à certains arrondissements de Paris. Une alarme encore plus stridente se fait donc entendre en cette nuit tardive, l'entendez-vous ? L'expérimentation d'encadrement de loyers lillois et parisiens de 2017, retoqué par la justice, avait pourtant permis une stabilisation de ces loyers.

Depuis, les hausses ont repris leur lancinante progression et l'habitat indigne s'installe, se structure davantage. Avec la loi Alur et ses articles 139 et 140, le but est aujourd'hui de donner toute la légitimité à l'encadrement des loyers. Cependant, une vigilance est à garder, car la rédaction des décrets permettant l'application de ces articles permettra-t-elle de nous prémunir d'une éventuelle attaque en justice ? Parce qu'en face se trouvent la FNAIM, les privés qui eux vont tout tenter pour le casser. Le territoire Grand-Orly Seine Bièvre a voté le vœu appelant à obtenir la mise en place du dispositif expérimental d'encadrement des loyers. Maintenant, cela revient à ce Conseil municipal de se prononcer.

**M. le Maire :** Des questions, des remarques, des demandes de prises de parole ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Nous allons voter ce vœu, mais uniquement pour la forme parce que les loyers sont trop chers, mais malheureusement l'encadrement des loyers a déjà existé et cela n'a pas conduit à la baisse des prix des loyers. Ma question serait : quels sont les moyens, que trouvons-nous dans l'encadrement des loyers, que proposons-nous ? Nous ne le savons pas, mais sur le constat nous sommes d'accord, les loyers sont trop élevés. Oui, nous votons pour, mais nous devons trouver une solution.

Rappelons ici que nous avons connu un traitement fiscal particulier pour ceux qui louaient des appartements dans le privé. Avant, par exemple, ils pouvaient retirer sur les loyers 20 % pour les frais, etc., et maintenant cela n'est plus que de 40 euros. Je pense que ceux qui louent devraient s'engager à le faire avec un plafond maximum assez bas au m<sup>2</sup>, voire au-dessus du prix marché, qu'ils aient des avantages fiscaux à côté et que par contre ceux qui sont très chers ou très au-dessus puissent être taxés fiscalement, cela ne me gêne pas. Je ne sais pas si c'est vers cela que nous nous dirigeons, mais là, je voterais d'autant plus le vœu. En conclusion, sur le principe, nous sommes d'accord, nous allons le voter.

**M. le Maire :** Monsieur Briennon.

**M. Briennon :** Nous allons également approuver ce vœu. Je souhaite tout de même attirer l'attention sur un point qui mériterait une analyse plus approfondie, qui est que les loyers de référence ne tiennent pas compte de l'état de salubrité du logement. Ils sont calculés sur la base de la superficie, de l'emplacement, etc., mais ne prennent absolument pas compte de l'état du logement dans une vision de lutte contre les marchés de sommeil et de dégradation des biens. Il me semble que nous devrions intégrer ce point quelque part dans la réflexion globale. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Je souscris aux différentes remarques qui ont été faites et je pense que la manière d'y arriver c'est l'interpellation des parlementaires, car il faut légiférer sur cette question-là. Il y a eu l'expérimentation faite sur la commune de Paris et aujourd'hui il faut élargir l'ensemble de cette démarche, et de fait être à la fois, je souscris pour une fois à ce que vient de dire M. Briennon, pas uniquement sur une histoire de m<sup>2</sup>, mais sur une histoire



de regard d'aspect normatif des infrastructures. Ce qu'est le bâti, mais aussi la démarche interne du logement, sa composition, sa vétusté, ce qui est aussi l'aspect d'environnement et le respect des normes environnementales, d'économie d'énergie, etc. Un véritable cahier des charges doit être imposé aux bailleurs, rentrant dans un cadre légal et que le Parlement devrait faire appliquer. Dans cet esprit-là, je crois qu'il faut que nous votions ce vœu. Je soumetts au vote.

*La délibération n°26 est approuvée à l'unanimité.*

*La séance est levée à 23 heures 10.*